

LA PRESSE À ROME

LE PAPE, BERLUSCONI ET LA JUSTICE ITALIENNE

YVES BOISVERT PAGE A10

LA MOTTE EN ATTENDANT QUE ÇA MORDE... PAGE A11

PHOTO FILIPPO MONTEFORTE, AGENCE FRANCE-PRESSE

LA PRESSE



P.K. SUBBAN
MOINS DE
DENTELLE,
PLUS DE
RÉSULTATS
SPORTS

PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE



EXCLUSIF

SOUTIEN AUX TOXICOMANES
BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

QUÉBEC SERRE LA VIS

PAGE A6

PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

RIMA ELKOURI MAGNOTTA ET LE SCARABÉE

PAGE A3



ILLUSTRATION ANDRÉ RIVEST, LA PRESSE



LA NOUVELLE OPRAH?

Véronique Cloutier multiplie les plateformes, dont un magazine à son nom à la rentrée de l'automne.

HUGO DUMAS ARTS

PHOTO FOURNIE PAR CANAL VIE

BLACKBERRY LES DÉFIS AMÉRICAINS AFFAIRES



PHOTO MARK BLINCH, REUTERS

IMMOBILIER RÉSIDENTIEL LES VENTES EN BAISSSE DE 22% À MONTRÉAL

AFFAIRES



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

ORPHELINAT SANS TI-MOUNS

À force de courir trop de lièvres à la fois, la fondation de Jacqueline Lessard en Haïti s'est retrouvée avec trois bâtiments vides et un beau documentaire.

AGNÈS GRUDA PAGE A9

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais 115 cardinaux font un pape.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



L-V 6 21924 98765 1

BROSSARD HYUNDAI 8750, boul. Taschereau, Brossard
1 866 359 8325
www.brossardhyundai.com

HYUNDAI NOUVELLES IDÉES
NOUVELLES POSSIBILITÉS

GENESIS

PERFORMANCES ENLEVANTES
À PRIX ÉPOUSTOUFLANT.

GENESIS 2012
OBTENEZ JUSQU'À
10 000\$
EN AJUSTEMENT DE PRIX**

LE MODÈLE GENESIS 5.0L R-SPEC À INJECTION DIRECTE COMPREND :

- Le moteur V8 Tau génère une puissance de 429 chevaux*.
- Système de navigation avec écran de 8 pouces et caméra de recul.
- Système ambiophonique Logic 7 Lexicom® avec 17 haut-parleurs.

Genesis 5.0L R-Spec à injection directe montée

GARANTIE 5 ANS
100 000 KM

Garantie globale limitée: 5 ans/100 000 km
Garantie groupe motopropulseur: 5 ans/100 000 km
Garantie sur les émissions: 5 ans/100 000 km

* Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. ** Prix du modèle montré (après ajustement de prix de 10 000 \$) : Genesis 2012 5.0L R-Spec à 45 374 \$. Frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur), livraison et de destination de 1 760 \$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, du RDPRM (maximum 70 \$) et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. †† À l'achat ou à la location d'une Genesis 2012, obtenez un ajustement de prix allant jusqu'à 10 000 \$. L'ajustement de prix est calculé à partir du prix de base du véhicule. L'ajustement de prix s'applique avant les taxes. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre offre de remise. Cette offre ne peut être transférée ni cédée. Aucun échange de véhicule nécessaire. * Offres valides pour une durée limitée et sous réserve de changement ou d'annulation sans préavis. Détails chez votre concessionnaire. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. ** Puisseance avec essence super. †† La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien.

COMMISSION CHARBONNEAU

COMPTEURS D'EAU

Tremblay et Zampino auraient exercé beaucoup de pression



PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

« Quand est-ce que je vais avoir mes compteurs d'eau ? » L'ex-maire Gerald Tremblay et son ancien bras droit Frank Zampino exerçaient beaucoup de pression pour la livraison du projet des compteurs d'eau, a affirmé devant la commission Charbonneau Claude Léger, ex-directeur général de Montréal.

À la reprise des audiences, après une pause d'une semaine, l'ancien haut fonctionnaire a abordé hier le controversé dossier des compteurs d'eau. Même s'il assure qu'il n'a pas piloté le projet de 600 millions, il précise qu'il a démissionné en septembre 2009, après la publication d'un rapport très critique du vérificateur général de Montréal, pour éviter de « couler » l'ex-maire, alors en pleine élection.

Claude Léger vient ainsi contredire la version officielle de l'administration Tremblay. On a affirmé à l'époque qu'il avait été congédié, puisqu'on jugeait qu'il avait mal informé le maire du dossier. Pour soutenir ses dires, l'ancien directeur général a d'ailleurs déposé une lettre de recommandation écrite par l'ancien maire en janvier 2010, dans laquelle il précise : « M. Léger m'a ouvert la porte



Se posant en victime du scandale, l'ex-directeur général de la Ville de Montréal Claude Léger affirme que plusieurs signaux d'alarme soulevés dans la préparation du projet des compteurs d'eau lui ont été cachés.

à une entente de départ que j'ai accepté [sic].»

Surprise

Le témoin a expliqué que l'administration Tremblay tenait beaucoup à ce projet et multipliait les moyens de

pression sur les employés pour sa livraison. L'ancien haut fonctionnaire admet qu'il a été surpris par cet intérêt; il estimait en effet qu'il n'y avait « rien de très glamour » au fait d'installer des compteurs d'eau.

Malgré l'insistance du maire, qui jugeait fréquemment que le dossier progressait trop lentement, le témoin aurait toujours senti que le vrai responsable était plutôt Frank Zampino, ex-président du comité exécutif.

« Je pense que quelqu'un avait fait une vente, qu'il avait convaincu le maire que c'était important et que ça pressait. Je n'ai pas de preuve, mais je serais porté à penser que c'est [Frank] Zampino », a indiqué Claude Léger. Il affirme qu'il a souvent entendu l'ex-président du comité exécutif dire qu'il voulait que l'attribution des contrats pour les compteurs d'eau se réalise avant la fin de l'année 2007.

Victime

Se posant en victime du scandale, Claude Léger affirme que plusieurs signaux d'alarme soulevés dans la préparation du projet des compteurs d'eau lui

« Je pense que quelqu'un avait fait une vente, qu'il avait convaincu le maire que c'était important et que ça pressait. Je n'ai pas de preuve, mais je serais porté à penser que c'est [Frank] Zampino. »

— Claude Léger, ex-directeur général de la Ville de Montréal

ont été cachés. Il affirme ainsi avoir pris connaissance d'une lettre très critique écrite le 28 juin 2007 par un haut fonctionnaire seulement au moment de sa démission, deux ans plus tard.

Claude Léger juge que la Ville était mal équipée pour mener un projet aussi important de partenariat public-privé. Il reconnaît également plusieurs irrégularités dans le processus d'attribution du contrat de 356 millions à GÉNIEAU. L'un des critères de l'appel d'offres, « la connaissance du milieu montréalais », lui apparaît aujourd'hui comme « assez suspect ».

Embauché comme DG parce qu'il ne voyait rien?

BRUNO BISSON

L'ex-directeur général de la Ville de Montréal Claude Léger a révélé hier à la commission Charbonneau qu'il a été invité à une première entrevue d'embauche par le président de la firme d'ingénierie Dessau, Rosaire Sauriol.

Tout en reconnaissant qu'il était « inapproprié » qu'un consultant en affaires avec la Ville participe directement au recrutement du plus haut fonctionnaire de l'administration, M. Léger a affirmé qu'il ne s'est pas méfié quand M. Sauriol l'a invité à dîner,

en privé, avec le président du comité exécutif de la Ville, Frank Zampino, au milieu de l'année 2006.

« Pour moi, diriger la Ville de Montréal, c'était un rêve. Comme un homme de hockey à qui on offrirait de diriger le Canadien de Montréal. C'était ma conception à l'époque. Elle a changé. »

C'est pendant que M. Léger était directeur général que la vente à vil prix des terrains du Faubourg Contrecoeur a été montée et que l'affaire des compteurs d'eau (voir autre texte) a éclaté – deux des scandales qui ont terni à jamais

l'image de l'administration du maire Gerald Tremblay.

Il a reconnu qu'il a ignoré des signaux d'alarme, qu'il n'a pas détecté les stratagèmes de corruption, qu'il ne soupçonnait pas l'existence de systèmes de collusion sur les contrats de construction et l'attribution des mandats d'ingénierie, pourtant organisés à grande échelle.

« On a ri de moi dans des conversations téléphoniques enregistrées, publiées dans les médias. On ne m'a pas tout raconté, on m'a contourné. Je ne veux pas faire la victime, mais je n'étais peut-être pas assez méfiant. »

Rétrospectivement, a-t-il dit hier, l'ingénieur Rosaire Sauriol a probablement utilisé un double langage quand il disait, pendant le dîner avec Frank Zampino, qu'il avait fait du bon travail à la direction de la Ville de Longueuil – où M. Léger travaillait alors.

« Pensez-vous qu'il voulait dire qu'on allait vous chercher parce que vous n'aviez pas vu certaines choses à Longueuil ? », a demandé le commissaire Renaud Lachance.

« Aujourd'hui, je pourrais le croire, oui », a répondu, penaud, l'ex-directeur général.

LA COMMISSION DEMANDE UNE PROLONGATION

La première ministre Pauline Marois a fait savoir hier qu'elle avait reçu une demande officielle de prolongation des travaux de la commission Charbonneau et tout indique que celle-ci sera accueillie favorablement. Dans un communiqué diffusé hier, il est précisé que la juge France Charbonneau réclame une période additionnelle de 18 mois pour compléter son enquête et faire ses recommandations. Son rapport serait déposé au plus tard le 19 avril 2015.

— La Presse Canadienne

Financement « pyramidal »

BRUNO BISSON

Christian Ouellet, l'homme qui a dirigé Union Montréal durant les années où les firmes de génie-conseil et les entreprises de construction versaient 3 % de la valeur de leurs contrats municipaux au parti, a commencé son témoignage, hier, devant la commission Charbonneau.

Ancien organisateur du Parti libéral du Québec (PLQ), M. Ouellet a affirmé que la formation de l'ex-maire Gerald Tremblay l'avait recruté pour implanter une structure « pyramidale » de financement entre 2004 et 2008, selon un modèle conçu dans les années 70.

Il a affirmé que le système respectait la Loi sur le financement des partis politiques. Il a toutefois paru hésitant quand la Commission a révélé le



IMAGE TIRÉE D'UNE VIDÉO DE LA PRESSE

Christian Ouellet a été organisateur au PLQ avant de diriger Union Montréal.

grand nombre d'événements à 1000 \$ le billet et l'importance des dons anonymes – qui, un soir de 2008, ont frisé les 48 000 \$.

Nommé à la direction du parc Jean-Drapeau en 2008,

M. Ouellet a été congédié par le conseil d'administration de la Société du parc après que la rénovation de l'ancien restaurant Hélène de Champlain est passée de 7,3 à 16,4 millions, en 2012.

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS 1 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 6
Astrologie du jour	AFFAIRES 14
Bourses	AFFAIRES 12
Débats	A12 et A13
Décès	AFFAIRES 14

Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A11
Monde	A9 à A11
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 13
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Pluie en matinée. Faible pluie en après-midi, maximum 8, minimum -1. AFFAIRES 13

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?

commentaires@lapresse.ca

PRÉCISION

ENQUÊTE DU DGE

Une coquille s'est glissée dans notre article « Le DGE enquête sur Vision Montréal et Union Montréal », publié hier en page A6. Il était question d'une base de données « contenant les noms des donateurs [plus de 30 000 \$] ». Or, il s'agissait de 30 000 noms. Nos excuses.

Magnotta et le scarabée



**RIMA
ELKOURI**
CHRONIQUE

Huis clos ou pas, pour ma part, ça ne change rien. Je ne veux ni voir ni savoir. J'en sais déjà trop. J'en sais déjà trop alors que, ironiquement, j'ai choisi de ne rien lire ou presque sur l'affaire Magnotta. La vidéo, ne m'en parlez pas. Les titres m'ont suffi. Quand surgit le mot « dépeceur », je n'ai aucune envie d'en savoir plus. Mais il y a un tel vacarme autour de cette histoire horrifiante qu'à moins d'être un ermite, même celui qui ne veut pas savoir sait.

Cela n'a rien à voir avec la qualité du travail des mes collègues qui étaient au palais de justice hier matin pour le début de l'enquête préliminaire. Cela a tout à voir avec mon rapport à l'horreur.

Même si cette histoire tragique est d'intérêt public, cela n'oblige bien sûr personne à s'intéresser à tous ses détails sordides.

Je ne dis pas que les médias devraient s'abstenir de parler de cet effroyable fait divers. Ils font leur travail – certains mieux que d'autres, comme toujours. Libre à vous de lire ou de ne pas lire, de regarder ou de détourner le regard. Je ne dis pas non plus que l'avocat de la défense a raison de demander un huis clos et de vouloir restreindre la liberté de la presse. La justice doit être publique. C'est un principe fondamental.

Ce que je dis, c'est que même si cette histoire tragique est

d'intérêt public, cela n'oblige bien sûr personne à s'intéresser à tous ses détails sordides. Un homme, qui avait la vie devant lui, est mort, de la façon la plus abjecte qui soit. Il s'appelait Lin Jun. Il rêvait de parfaire son éducation à Montréal. Je veux que justice soit rendue, en toute transparence. Mais je ne veux ni lire ni voir les entrailles de ce rêve dépeccé.

Alors quoi? Fermer les yeux sur l'horreur du monde et se bercer d'illusions? Non. Mais je m'interroge sur la saine distance que nous devons garder avec l'horreur. Toute horreur, si elle est vraie, est-elle bonne à dire et à lire?

Cette question, je me la suis posée en commençant à lire, durant la relâche scolaire, le roman *Amina* de Wajdi Mouawad (Leméac/Actes Sud 2012). Tu parles d'une lecture de vacances...

Cela commence par une scène de meurtre dont certains détails scabreux font penser à l'affaire Magnotta. Les premières pages glacent le sang. Une forme de torture. J'en ai presque voulu à l'auteur de ne pas m'avoir avertie. Moi qui avais tenté d'ignorer le vacarme macabre de l'affaire Magnotta, voilà que je lisais bien pire. Des passages à ce point insoutenables qu'on se dit qu'il faudrait une mise en garde avant certains paragraphes. « Attention, chers lecteurs, les prochaines phrases peuvent faire très mal. Vous n'en sortirez pas indemnes. »

Si j'avais été au cinéma, j'aurais fermé les yeux. Pourtant, j'ai continué à lire. Horrifiée. Fascinée. Soufflée par le génie de Mouawad. Troublée, aussi. Comment se fait-il que je puisse lire ça, alors que je suis

incapable de lire un simple article sur Magnotta?

La réponse, je l'ai trouvée dans les mots de Wajdi Mouawad lorsqu'il décrit l'artiste comme une sorte de scarabée.

Le scarabée se nourrit des excréments d'animaux plus gros que lui, explique l'auteur (*). Il y puise ce qu'il faut pour réussir à se construire une magnifique carapace. Elle sera vert jade pour le scarabée de Chine. Rouge pourpre pour le scarabée d'Afrique. Noir de jais pour le scarabée d'Europe...

« Un artiste, écrit Mouawad, est un scarabée qui trouve,

dans les excréments mêmes de la société, les aliments nécessaires pour produire les œuvres qui fascinent et bouleversent ses semblables. L'artiste, tel un scarabée, se nourrit de la merde du monde pour lequel il œuvre, et de cette nourriture abjecte, il parvient, parfois, à faire jaillir la beauté. »

Voilà. Tout est là.

L'écrivain scarabée peut nous faire entrevoir une lumière au plus profond de l'horreur. Il n'excuse rien. Il ne nous épargne pas. Mais il tient cette main qui tremble en tournant la page. Il a tremblé

et digéré l'horreur avant nous. Alors que le reporter au palais de justice, même (ou surtout?) quand il fait bien son travail, nous laisse à nous-mêmes.

Seuls avec les faits.

Seuls devant la monstruosité d'un « dépeceur présumé », comme le dit la presse française. Muets devant un père venu de Chine qui pleure son fils. Nus, vulnérables, sans carapace, devant la noirceur de ces questions sans réponse.

(*) Explications tirées du site personnel de Wajdi Mouawad: wajdimouawad.fr



ILLUSTRATION ANDRÉ RIVEST, LA PRESSE

Luka Rocco Magnotta est demeuré impassible dans le box des accusés, hier.



PHOTO IVANO H DEMERS, LA PRESSE

Les photographes de différents médias ont couru derrière les fourgons cellulaires à l'entrée du palais du justice de Montréal, hier matin, dans l'espoir de prendre une photo de Magnotta.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

La famille de Lin Jun, victime de Magnotta, est venue de Chine pour l'enquête préliminaire. Mais seul le père, Lin Diran, s'est présenté hier au palais de justice, accompagné d'une traductrice.

Tout pour le cacher du public

La juge tranchera aujourd'hui sur la demande de huis clos de l'avocat de Magnotta

CHRISTIANE DESJARDINS

Pour préserver le droit de Luka Rocco Magnotta à avoir un procès juste et équitable, il faut exclure le public et les médias de l'enquête préliminaire. C'est ce qui se dégage de la plaidoirie prononcée hier par M^e Luc Leclair, avocat de Magnotta, pour appuyer sa demande de huis clos.

Comme prévu, la première journée d'audience de l'enquête préliminaire de Magnotta, accusé du meurtre prémédité de l'étudiant chinois Lin Jun, a donné lieu à un débat de droit, dans une salle bondée. M^e Leclair a tenté de convaincre la juge Lori Renee Weitzman que la justice serait mieux servie si

le public était exclu, car la cause est sous les feux ardents des projecteurs. « Le bassin de jurés est partout, et le bassin de jurés écoute », a-t-il affirmé.

Les médias s'opposent

Les médias se sont opposés avec vigueur à cette requête, d'ailleurs fort inhabituelle. L'enquête préliminaire est déjà couverte par une ordonnance de non-publication, qui empêche de diffuser la preuve qui y est dévoilée. C'est amplement suffisant, selon les avocats des médias, dont M^e Mark Bantey, qui représentait hier Gesca et cinq autres entreprises médiatiques. M^e Bantey a rappelé l'état de la jurisprudence dans le domaine.

La défense rétorque que l'ordonnance de non-publication pourrait être outrepassée, puisqu'il y a beaucoup de médias et que certains proviennent de l'extérieur du Canada.

M^e Leclair a par ailleurs indiqué qu'il voulait éviter que les médias scrutent son client pour décrire son habillement et la façon dont il se comporte dans la salle d'audience. La défense aurait voulu que Magnotta soit caché derrière un rideau ou un paravent pour le soustraire à la vue du public, mais cela a été refusé.

Le procureur de la Couronne, M^e Louis Bouthillier, n'est pas d'accord avec le huis clos. Idem pour l'avocat qui

représente la famille de la victime. La juge Weitzman a pris l'affaire en délibéré et rendra sa décision ce matin.

Impassible

Tassé dans le coin du grand box vitré des accusés, Magnotta est resté impassible pendant toute la durée de l'audience, hier. Il était menotté aux mains et aux pieds, comme tous les accusés qui sont détenus.

La famille de la victime est venue de Chine pour l'enquête préliminaire. Mais hier, seul le père, Lin Diran, était présent.

Rappelons que Luka Rocco Magnotta est accusé d'avoir tué avec préméditation Lin Jun, 33 ans, pour ensuite

le démembrer, le 25 mai dernier à Montréal. Magnotta, maintenant âgé de 30 ans, est aussi accusé d'avoir produit et distribué du matériel obscène, d'avoir utilisé la poste pour envoyer du matériel obscène et d'avoir harcelé Stephen Harper et les membres du gouvernement.

Rappelons que des parties du corps ont été envoyées au Parti libéral du Canada et au Parti conservateur, de même que dans deux écoles de Vancouver.

Contrairement à ce qu'on appréhendait, peu de journalistes étrangers sont venus pour assister à l'audience. Un journaliste du *Sun*, à Londres, est cependant présent.

Faites passer votre équipe au nouveau **BlackBerry® Z10** avec la LTE de Rogers



Faites l'expérience de l'ultrarapide BlackBerry® Z10

- Le nouveau navigateur BlackBerry® est **ultrarapide, simple et puissant.**
- Le clavier BlackBerry® – **saisie rapide, précise et sans effort.**
- Parlez avec un spécialiste **BlackBerry® certifié pour petites entreprises** en magasin, au téléphone ou en ligne avec *aGENS de liaison*^{MC} Rogers.

149⁹⁹\$*

avec certains forfaits de trois ans[±]

INTERNET SANS FIL LE PLUS RAPIDE AU PAYS[†] – LA LTE DE ROGERS

CONSULTEZ rogers.com/BB10-affaires **APPELEZ** au 1-855-248-6201 **VISITEZ** le magasin Rogers le plus près



Les offres sont d'une durée limitée et peuvent être modifiées sans préavis. *Des frais uniques de mise en service allant jusqu'à 35\$ (les frais varient selon la province) s'appliquent. Les frais de temps d'antenne additionnel, les frais de transmission de données, les frais d'interurbain, les frais d'itinérance, les frais liés aux options et les taxes sont en sus et facturés mensuellement. Des frais de récupération des économies réalisées sur l'appareil et (ou) des frais d'annulation de service s'appliquent selon les modalités de votre entente. †Selon des tests comparant les vitesses de téléchargement du réseau LTE de Rogers à celles des réseaux LTE de Bell et de Telus dans la zone de couverture LTE de Rogers. Nécessite un appareil et une carte SIM LTE ainsi qu'un forfait. La vitesse réelle peut varier selon l'appareil, la topographie, les conditions environnementales, la congestion du réseau et d'autres facteurs. Le réseau LTE de Rogers est offert dans certaines villes canadiennes. Consultez rogers.com/laLTE pour obtenir des renseignements sur les zones de couverture. *Dans le cadre d'une nouvelle mise en service d'un forfait Voix ou données de 3 ans assorti de frais de service mensuels combinés d'au moins 45\$. ©2013 Research In Motion Limited. Tous droits réservés. BlackBerry®, RIM®, Research In Motion® et les marques de commerce, noms et logos qui y sont associés sont la propriété de Research In Motion Limited et sont des marques déposées et (ou) utilisées aux États-Unis et dans d'autres pays. RIM rejette toute obligation, déclaration, garantie et responsabilité de quelque nature que ce soit au regard de dommages concernant les produits et services tiers. ©2013 Rogers Communications

Québécois jugé pour exportation de drogue aux États-Unis

La défense accuse un célèbre avocat

VINCENT LAROUCHE

Un célèbre avocat new-yorkais, qui s'était fait connaître pendant la crise d'Oka en se joignant à l'organisation paramilitaire des Warriors, aurait mené sa carrière sous le feu des projecteurs tout en tirant secrètement les ficelles d'une organisation qui inondait les États-Unis de cannabis canadien. Voilà la théorie explosive et controversée avancée par le camp du Québécois Jimmy Cournoyer devant un tribunal américain, hier.

La théorie a surpris le procureur fédéral américain au dossier, et pour cause: il est plutôt rare de voir un accusé se défendre en accusant un juriste bien en vue d'être le chef secret d'une organisation criminelle.

Jimmy Cournoyer est ce Lavallois au train de vie de

mais lance un pavé dans la mare: « Les maîtres d'œuvre de cette entreprise criminelle de 1 milliard de dollars ne sont pas Jimmy Cournoyer et ses associés, comme le prétend le gouvernement », écrit-il.

Selon M^e McMahon, les vrais cerveaux sont David Sunday et Kenneth Cree, deux Mohawks d'Akwesasne qui ont déjà plaidé coupables dans cette affaire et qui collaboreraient maintenant avec le gouvernement, ainsi que leur avocat, Stanley Cohen.

Un juriste très médiatisé

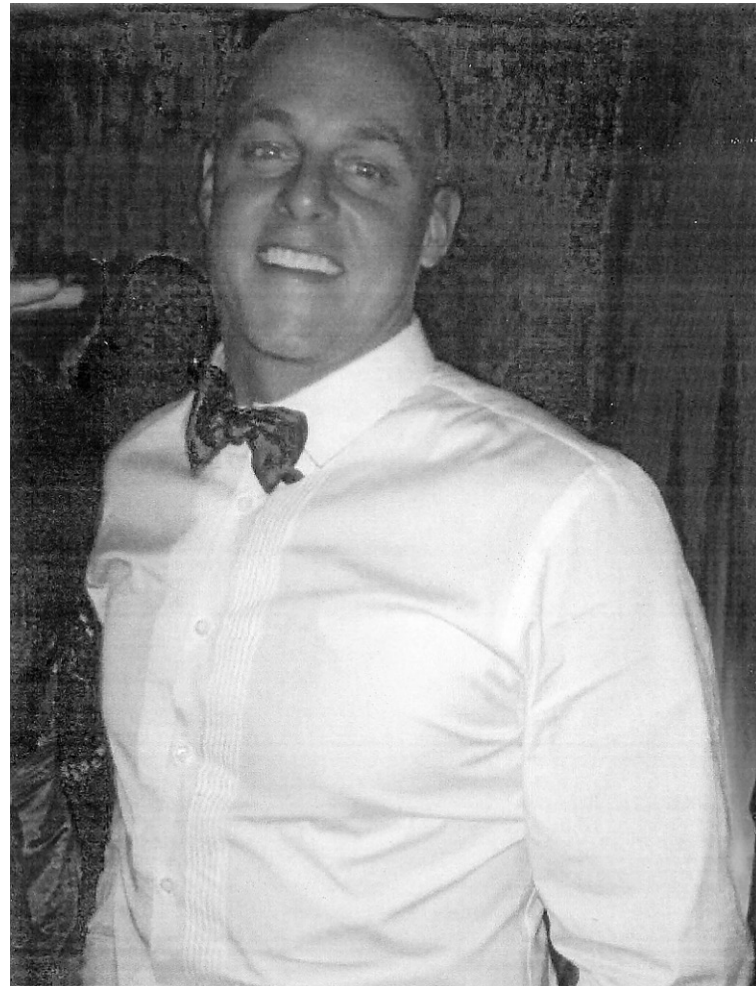
Cohen est un avocat très connu aux États-Unis pour avoir défendu des personnes soupçonnées de terrorisme et de groupes qualifiés de terroristes, comme le Hamas et le Hezbollah. En 1990, il a fait les manchettes au Québec. Il conseillait alors

le même commerce de marijuana que Cournoyer.

« Pendant plus de 10 ans, Cohen a utilisé sa position d'avocat-criminaliste praticien de la défense pour faire progresser les intérêts de l'entreprise [criminelle] et de ses associés », affirme l'avocat de Cournoyer. Celui-ci croit que Cohen et les accusés d'Akwesasne ont décidé de jeter le blâme sur Cournoyer afin d'échapper à des peines de prison plus lourdes.

Jouer sur les deux tableaux

Cohen aurait été le maître d'œuvre de cette diversion: comme avocat de la défense, il menait des négociations avec la poursuite, obtenait de l'information privilégiée et pouvait coordonner une stratégie de délation auprès de certains coaccusés de bas niveau.



Jimmy Cournoyer est accusé d'être la tête dirigeante d'un réseau qui aurait exporté pour près de 1 milliard de dollars de cannabis.

« Pendant plus de 10 ans, [Stanley] Cohen a utilisé sa position d'avocat-criminaliste praticien de la défense pour faire progresser les intérêts de l'entreprise [criminelle] et de ses associés. » — Gerald McMahon, avocat de Jimmy Cournoyer

jet-setter qui pourrait être condamné à la prison à vie, à New York, pour avoir exporté pour près de 1 milliard de dollars de cannabis aux États-Unis. Les autorités le présentent comme le chef d'une organisation qui exportait la drogue par la réserve mohawk d'Akwesasne, territoire chevauchant la frontière canado-américaine.

Dans sa requête visant l'arrêt du processus judiciaire, l'avocat de Cournoyer, Gerald McMahon, admet que la drogue a traversé la frontière,

les Warriors dans leurs négociations avec les autorités québécoises, au plus fort de la crise autochtone.

Il fait aujourd'hui face à des accusations d'évasion fiscale, mais n'a jamais été accusé de quoi que ce soit en lien avec la drogue.

Le camp Cournoyer dit toutefois détenir des informations qui l'impliquent dans les activités de ses clients. Cohen a représenté au moins huit personnes issues d'Akwesasne qui auraient été impliquées dans

Il aurait aussi représenté temporairement un complice allégué de Cournoyer, ce qui lui donnait accès à la preuve contre le Québécois en même temps qu'il négociait des ententes pour ces « délateurs probables ».

« Sciemment ou non, le gouvernement s'est permis d'être utilisé par Cohen, et cette poursuite [contre Cournoyer] est le résultat de cette duplicité », précise la requête.

« Stanley Cohen a, pendant des années, manqué à

ses responsabilités envers ses clients en les conseillant d'une façon qui servait ses intérêts et ceux de l'entreprise [criminelle] plutôt que leurs intérêts. Le gouvernement a favorisé ce comportement corrompu en tirant avantage des délateurs et des causes que Cohen leur fournissait », poursuit le document.

Il reste à voir si le camp Cournoyer pourra prouver

ces accusations devant la cour.

Au moment d'écrire ces lignes, Stanley Cohen n'avait pas répondu à une demande d'entrevue de *La Presse*. Quant au procureur fédéral chargé de la poursuite, il a déjà annoncé son intention de combattre cette thèse et a souligné que les prétentions du camp Cournoyer se sont souvent révélées fausses par le passé.

CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Un cadre de la Ville trouvé mort après la visite de l'UPAC

FABRICE DE PIERREBOURG

Déjà ébranlé par de graves allégations qui lui valent d'être dans la ligne de mire de l'Unité permanente anti-corruption (UPAC) et de la commission Charbonneau, l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

était sous le choc, hier, à la suite de la mort tragique d'un cadre survenue quelques heures après que les enquêteurs de l'escouade Marteau l'ont interrogé.

Robert Rousseau, trouvé mort samedi matin à son domicile sur la Rive-Sud, était chef de la division permis

et inspection. Ce service est aussi visé par une enquête du contrôleur général de la Ville, qui a reçu plusieurs informations troublantes à son sujet en provenance du bureau du maire, a-t-on fait savoir à *La Presse*.

Tant à l'arrondissement qu'au cabinet du maire

de Montréal, Michael Applebaum, on a préféré s'abstenir de commenter l'événement, qui serait un suicide, « par respect pour la famille et les proches, mais aussi parce que les circonstances entourant le décès restent à éclaircir », a-t-on fait savoir dans un communiqué. L'enquête est désormais entre les mains du coroner.

L'arrondissement où travaillait le cadre en question suscite l'intérêt des policiers du Service des enquêtes sur la corruption (SEC) pour un dossier de dézoning de terrains acquis par Lee Lalli. Le promoteur, considéré comme un proche de la mafia, a aussi organisé une activité de financement au

profit d'Union Montréal au restaurant La Cantina, en 2003.

Un autre dossier faisant l'objet d'une enquête depuis plusieurs mois concerne un contrat de déneigement et, notamment, le paiement en 2009 d'une somme de 100 000 \$ à l'entrepreneur chargé des opérations dans une chute à neige, contre l'avis de cadres qui soupçonnaient une fraude.

Ni l'UPAC ni l'Association des cadres municipaux de Montréal n'ont souhaité commenter l'affaire.

Pour joindre notre journaliste: fdpierrebourg@lapresse.ca

COMMENCEZ LE MÉNAGE DU PRINTEMPS PAR VOTRE ENTRÉE.

Faites de la place pour un incroyable taux de financement et à la location sur la BMW 528i et le X5 équipés de la Traction Intégrale xDrive^{mc}.

Pour un temps limité, repartez avec la BMW 528i 2013 pour seulement 699 \$ par mois ou avec le X5 35i 2013 pour 849 \$ par mois. Tous deux sont équipés de la Traction Intégrale xDrive et disponibles à seulement 1,9 % pour 48 mois. Mais dépêchez-vous, cette offre prend fin le 1^{er} avril. Visitez votre concessionnaire BMW pour les détails dès aujourd'hui.

ESSAYEZ-LES! 1-855-BMW-6782 testbmw.ca

L'ÉVÉNEMENT PLAISIR PRINTANIER

528i xDrive - 2013	PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION
	59 612 \$**	699 \$* MONTANT D'À LA LIVRAISON 4 223 \$ ET DÉPÔT DE SÉCURITÉ 602 \$

TAUX DE FINANCEMENT ET À LA LOCATION
1,9 %* JUSQU'À 48 MOIS

X535i xDrive - 2013	PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION
	64 512 \$**	849 \$* MONTANT D'À LA LIVRAISON 4 311 \$ ET DÉPÔT DE SÉCURITÉ 959 \$

Entretien régulier sans frais - 4 ans ou 80 000 km*

JUSQU'AU 1^{er} AVRIL.



BMW 528i xDrive 2013 illustrée.



BMW X5 xDrive 35i 2013 illustrée.

Montréal BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwval.com

Rive-Sud Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island BMW West Island
2000, aut.
Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwwestisland.com

Modèles européens illustrés. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. **Offre à l'achat : le prix de vente est de 59 612 \$/64 512 \$, ce qui inclut le PDSF (56 900 \$/61 800 \$), le transport et l'inspection de pré-livraison (2 095 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. *Taux de financement et à la location offerts par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW 528i xDrive 2013/BMW X5 xDrive 35i 2013. Par exemple, pour 40 000 \$, à un taux de financement de 1,9 % sur 48 versements mensuels égaux de 866 \$, le coût d'emprunt est de 1 570,89 \$ et l'obligation totale est de 41 170,89 \$ (taxes en sus). Offre à la location : 56 900 \$/61 800 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 1,9 %, avec un acompte de 825 \$/750 \$, pour des mensualités de 699 \$/849 \$. Un montant de 5 025 \$/5 270 \$ est exigé à la signature du contrat de location, ce qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalant à une mensualité, le transport et l'inspection de pré-livraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 25 605 \$/23 484 \$. L'obligation locative totale est de 37 116,23 \$/44 223,55 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 16 000 km; 0,25 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 1^{er} avril 2013. †Les véhicules BMW 2013 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2013 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

POLITIQUE

Soutien aux toxicomanes bénéficiaires de l'aide sociale

Le PQ plus sévère que les libéraux

EXCLUSIF

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Dans son avant-projet de règlement sur l'aide sociale, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Agnès Maltais, propose de limiter à 90 jours la durée d'un séjour payé en centre pour les toxicomanes bénéficiaires de l'aide sociale. Or, en 2009, le gouvernement libéral, qui tentait d'implanter une mesure similaire, mais moins sévère, a dû renoncer à son projet car il a reconnu que cela mettait en péril la santé des gens les plus vulnérables.

La Presse a obtenu une lettre de la sous-ministre adjointe aux politiques de l'emploi, datée du 20 octobre 2009. Elle y explique que le gouvernement libéral ne limiterait finalement pas à 183 jours la durée d'une cure de désintoxication payée par l'État pour un bénéficiaire de l'aide sociale. «Après analyse des commentaires, il est apparu que la limite de couverture des frais de séjour pouvait effectivement poser problème, notamment pour les personnes aux prises avec de multiples problématiques ou ayant des problèmes de santé mentale dont les besoins d'encadrement sont plus grands», écrit-elle.

Le bureau de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Agnès Maltais, a dit hier avoir pris connaissance de la lettre. Son chef de cabinet, Pierre Châteauvert, affirme qu'elle est ouverte à améliorer le règlement, si nécessaire. La ministre rencontrera jeudi l'Association des centres de traitement de dépendance du Québec. «On a assez d'éléments entre les mains pour arriver à bien se parler. On l'a dit, une période de consultation de 45 jours est prévue et on va bien écouter», estime-t-il.

Aide conditionnelle

À l'heure actuelle, on paie aux assistés sociaux leur séjour dans un centre de désintoxication, peu importe la durée.



Au cabinet de la ministre Agnès Maltais, on explique que le programme de soutien aux toxicomanes bénéficiaires de l'aide sociale a enregistré une «hausse fulgurante» de plus de 392 % depuis huit ans.

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

Cette aide est conditionnelle à ce qu'un médecin atteste de leur dépendance. Cette attestation doit être renouvelée tous les trois mois. Durant leur hébergement, ils reçoivent aussi une allocation spéciale de 129\$, ce qui porte leurs prestations mensuelles de 604 à 733\$.

Québec avait lancé en 2007 un projet-pilote en Mauricie et au Centre-du-Québec pour améliorer l'efficacité du programme. Deux ans plus tard, le rapport concluait que le programme aidait à intégrer les toxicomanes au marché de l'emploi. Il y a des «retombées significatives à moyen terme sur la mise en mouvement et sur l'intégration à l'emploi», de sept à huit points de pourcentage, après la cure, lit-on dans ce document. On concluait aussi qu'il fallait mieux contrôler les centres.

Un avant-projet de règlement

(<http://goo.gl/ox0CX>) a été déposé pour exiger que les centres obtiennent une certification du ministère de la Santé. On proposait aussi de limiter à 183 jours par année la durée d'un séjour

90 jours. Ce traitement payé devra être réparti sur un maximum de deux séjours. Comme leur durée d'hébergement sera limitée, celle où ils reçoivent leur allocation spéciale le deviendra aussi.

À l'heure actuelle, on paie aux assistés sociaux leur séjour dans un centre de désintoxication, peu importe la durée. Cette aide est conditionnelle à ce qu'un médecin atteste de leur dépendance.

payé. Cette dernière mesure avait soulevé un tollé. Après consultation avec le milieu, le gouvernement libéral avait décidé de ne pas imposer une telle limite de temps.

Dans son avant-projet de règlement (<http://goo.gl/TBMj>), la ministre Maltais propose maintenant de limiter encore plus la durée, à

«C'est une boule qu'ils lancent dans le jeu de quilles», dit Alexandre Ratté, président de l'Association des centres de traitement des dépendances. Selon lui, près du tiers de ses 54 centres pourraient devoir fermer. «Les prestataires de l'aide sociale comptent pour environ 80 % de notre clientèle

et la moitié de nos revenus», explique-t-il.

Au cabinet de M^{me} Maltais, on explique qu'il y a eu une «hausse fulgurante» de plus de 392 % des coûts du programme depuis huit ans. Certains prestataires passent plus de deux ans en désintoxication. De plus, des centres de désintoxication ne sont pas encore certifiés.

M. Châteauvert insiste sur le fait que la décision s'inscrit dans une stratégie plus large pour intégrer les bénéficiaires de l'aide sociale au marché du travail. C'est la même logique, explique-t-il, pour les parents d'enfants de moins de 5 ans ou pour les bénéficiaires de 55 à 58 ans, qui perdront leurs prestations spéciales de 129\$, mais recevront en contrepartie de nouvelles prestations, pendant un certain temps, en participant au programme Tous pour l'emploi.

ENVIRONNEMENT

Blanchet promet une évaluation sur l'uranium

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Il y aura bientôt une évaluation environnementale sur l'ensemble de la filière uranium, promet le ministre de l'Environnement, Yves-François Blanchet.

«Le BAPE [Bureau d'audiences publiques sur l'environnement] serait l'outil privilégié pour le faire, mais je ne peux pas encore confirmer que ce sera notre choix», a-t-il dit.

L'annonce devrait venir au cours des «prochaines semaines», a-t-il indiqué. Le ministre

veut prendre le temps de considérer tous les paramètres et de bien évaluer, notamment, la situation en région, où la décision ne fait pas consensus.

Pendant ce temps, des groupes environnementaux ainsi que des représentants de municipalités et des Premières Nations maintiennent la pression sur le gouvernement. Ils ont organisé une conférence de presse commune hier à Québec pour exiger un BAPE générique sur l'uranium et un moratoire complet durant ce travail.

De 15 à 20 projets d'exploration sont présentement actifs. Aucune exploitation n'est cependant en cours. Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, prépare un projet de résolution pour engager l'ensemble des communautés touchées à se rallier à cette demande. Plus de 300 municipalités demandent aussi un moratoire. Le collectif souhaite porter ce nombre à 500.

Au Nouveau-Brunswick, on interdit déjà le forage

pour l'exploration d'uranium à moins de 500 m des puits. Le ministre Blanchet prépare un règlement similaire. «C'est la preuve qu'on reconnaît le risque de contamination», soutient Ugo Lapointe, de la Coalition pour que le Québec ait meilleure mine. Selon lui, un BAPE générique conclurait qu'il faut interdire l'exploration et l'exploitation de l'uranium. Des études ont montré des «risques irréductibles», dit-il.

Mines Perte de 165 emplois près de Sept-Îles

Cliffs Natural Resources Inc. a annoncé hier qu'elle suspendait la production de son usine de bouletage de Pointe-Noire, près de Sept-Îles, pour une période indéterminée. Par conséquent, 165 personnes perdront leur emploi. L'entreprise de Cleveland, en Ohio, explique sa décision par la baisse du prix des boulettes de minerai de fer ainsi que par les coûts de production élevés. En novembre dernier, l'entreprise avait mis à pied 400 employés afin de procéder à des travaux. — Annabelle Blais



CESSEZ DE CHERCHER À GAUCHE ET À DROITE.

Les prix Air Canada les plus bas se trouvent sur aircanada.com

FAITES LE TEST.

Si vous trouvez, dans les 24 heures, un prix Air Canada inférieur au nôtre, nous vous accorderons un crédit de 50 \$ plus la différence du prix.

C'EST LA PROMESSE QUE VOUS FAIT AIR CANADA.

Vous trouverez toujours nos prix les plus bas sur aircanada.com

Réservez dès maintenant.

aircanada.com 

La garantie des plus bas prix Air Canada s'applique également aux réservations effectuées par les agents de voyages sur le site aircanada.com/agents
Notre promesse: si vous trouvez, dans les 24 heures suivant l'achat de billets sur aircanada.com, un prix Air Canada plus bas d'au moins 5 \$ pour exactement le même vol Air Canada, Air Canada Express^{MC} (exploité par Jazz Aviation LP, Sky Regional Airlines inc., Exploits Valley Air Services Ltd. ou Air Georgian) ou Air Canada rouge au départ du Canada, Air Canada vous offrira un crédit de 50 \$ plus la différence du prix par passager. Les prix non accessibles au public et les vols à code multiple sont exclus. D'autres conditions s'appliquent. Pour tous les détails, visitez aircanada.com/garanti. ^{MC}Air Canada Express est une marque de commerce d'Air Canada.

POLITIQUE



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

La ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, examinera la liste des demandes de la CAQ pendant la commission parlementaire sur le projet de loi 14.

Commission parlementaire sur le projet de loi 14

Québec mise sur l'appui de la CAQ

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement Marois avait renoncé à l'application de la loi 101 pour l'admission aux cégeps anglophones et consenti à ne pas modifier les dispositions sur l'affichage, en dépit des pressions de groupes plus nationalistes. On a même mis de côté le dossier des écoles passerelles, qui fera l'objet d'un projet de loi distinct — qui ne sera pas adopté de sitôt. Autant de concessions rapides qui visaient à obtenir l'appui de la Coalition avenir Québec (CAQ).

À la veille de la commission parlementaire sur le projet de loi 14, Québec a aussi stratégiquement changé la direction de l'Office québécois de la langue française et rendu public un rapport constatant le manque de transparence des inspections de cet organisme, ridiculisées sur la place publique.

La ministre Diane De Courcy se retrouve ce matin en commission parlementaire avec une autre liste de demandes du parti de François Legault. Elle soulignera peut-être qu'il aurait mieux valu attendre les commentaires des 85 groupes qui comparaitront sur le projet de loi 14 au cours des cinq prochaines semaines. Mais il faut prévoir que le gouvernement devra laisser tomber quelques propositions « irritantes » s'il espère faire adopter son projet de loi.

Compromis

Des sources fiables indiquent que Québec ne tiendra pas mordicus aux dispositions qui retireraient aux élèves des bases militaires l'accès au réseau scolaire anglophone. Susceptibles de déménager ailleurs au pays, ces élèves avaient obtenu une exception dans la loi 101 adoptée par le gouvernement de René Lévesque. On pourrait même mettre de côté les dispositions qui permettraient au gouvernement de retirer le statut de ville bilingue aux municipalités qui le détiennent. Ces deux questions faisaient partie de la liste de changements exigés par la CAQ la semaine dernière.

Une collision est toutefois à prévoir. La CAQ réclame que le gouvernement renonce aux dispositions qui forceraient la francisation des entreprises de 26 à 49 employés — des tracasseries administratives inutiles. Il faut d'abord accompagner les entreprises avec des mesures volontaires avant de passer à la coercition. Le gouvernement Marois

ne voudra pas reculer sur ce point, puisqu'il a en poche un avis du Conseil supérieur de la langue, qui a proposé la semaine dernière que ces mêmes entreprises « soient soumises à une démarche de francisation obligatoire ».

Yves Thomas Dorval, du Conseil du patronat, qui témoignera aujourd'hui, y va sans détour. « On avait déjà une paix linguistique, pourquoi mettre le trouble là-dedans? Il y a déjà des problèmes d'interprétation avec la loi actuelle, on ajoute de la lourdeur administrative pour les entreprises de 26 à 49 employés », observe-t-il. En outre, les employeurs auront à « justifier dans le détail à des fonctionnaires leurs besoins de bilinguisme pour certains postes, c'est exagéré. En plus, cela sera revu aux trois ans! », lance-t-il. « Les études ne montrent pas qu'on s'anglicise, mais illustrent l'augmentation du bilinguisme. Or, c'est la tendance partout dans le monde. »

Il faut prévoir que le gouvernement devra laisser tomber quelques propositions « irritantes » s'il espère faire adopter son projet de loi.

À l'autre bout du spectre, Mario Beaulieu, du Mouvement Québec français (MQF), juge que le projet de loi ne va pas assez loin. « On a de sérieuses réserves, il y a des choses intéressantes, mais, selon nous, ce n'est pas suffisant pour modifier la tendance actuelle et préserver l'avenir du français. »

À son avis, Québec devrait « aller beaucoup plus loin pour "débilinguiser" les services gouvernementaux ». Ainsi, le MQF est favorable à ce que le gouvernement puisse retirer le statut de ville bilingue à celles qui ne le sont plus réellement. Présent à la commission parlementaire aujourd'hui, le maire de Mont-Royal, Philippe Roy, proposera à l'inverse que le gouvernement renonce au droit de retirer le statut bilingue d'une ville. « Ce devrait être aux municipalités de décider », tranche-t-il. Dans sa ville, où les anglophones forment de 30 à 40 % de la population, « il n'y a aucune pression pour revoir le statut bilingue. Le projet de loi crée un débat où il n'y en a pas, personne ne veut raviver de possibles tensions linguistiques ».

Loi 101 Manifestation des partisans du renforcement

Environ 200 personnes se sont réunies au Théâtre Plaza, hier à Montréal, pour défendre la loi 101. L'événement avait lieu à l'occasion du début des travaux de la commission parlementaire sur le projet de loi 14, aujourd'hui.

Mais pas question d'appuyer le Parti québécois (PQ) pour autant. Selon Mario Beaulieu, président du Mouvement Québec français, le projet de loi 14, qui vise à renforcer la Charte de la langue française, n'est qu'un « minuscule pas dans la bonne direction ». M. Beaulieu déplore notamment le fait que l'application de la Charte dans les cégeps ne se trouve pas dans les cartons du PQ.

François Saillant, de Québec solidaire, a également exprimé des réserves, hier. Si le parti promet de voter en faveur du projet

de loi péquiste, il n'écartera pas la possibilité de demander des amendements. Québec solidaire craint que « l'obsession » du gouvernement pour le déficit zéro ne freine l'application de certaines mesures proposées.

M. Saillant croit que l'imposition de la francisation aux entreprises de 26 à 49 employés doit être accompagnée d'une augmentation du financement de l'Office québécois de la langue française. Cela permettrait d'accroître le nombre d'inspecteurs, sans quoi la mesure ne serait qu'un coup d'épée dans l'eau.

Mario Saint-Amand, Pierre Curzi, les centrales syndicales (CSN et CSQ), Maria Mourani, du Bloc québécois, et le slameur IVY ont également pris la parole, parmi une quinzaine d'invités.

— Annabelle Blais

Ouvrez l'œil sur Montréal
René Homier-Roy
 EN SEMAINE 5 H

Radio-Canada.ca / cbm

Réalisation :
 Nadia Peiellon

Ratissez large!
Catherine Perrin
 EN SEMAINE 9 H

@RC_ML
 Radio-Canada.ca / catherine

Réalisation :
 Dominique Depatie

Entrez dans le vif de l'actualité
Michel C. Auger
 EN SEMAINE 11 H

@midiinfo
 Radio-Canada.ca / midiinfo

Réalisation :
 Philippe Brazeau

**ÉCOUTEZ
 POUR VOIR**

 **95,1**^{FM}
 PREMIÈRE CHAÎNE

ACTUALITÉS

Contrats gouvernementaux en relations publiques

Deux firmes proches du PQ ajoutées à une liste sélecte

EXCLUSIF

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Sans tambour ni trompette, le gouvernement Marois a ajouté deux firmes plutôt proches du Parti québécois (PQ) à la liste des spécialistes en relations publiques qui ont un accès privilégié aux contrats gouvernementaux. Casa Com et Tact intelligence-conseil font partie, depuis janvier, du club sélect des firmes qui peuvent obtenir des contrats de plus de 100 000\$ sans avoir à traverser un processus ouvert d'appel d'offres.

Cela porte à sept le nombre de sociétés «préselectionnées» qui peuvent se disputer les plus importants contrats gouvernementaux en relations publiques. En début de journée, hier, on soutenait au conseil exécutif que les listes d'entreprises pour les contrats de publicité n'avaient pas changé depuis les dernières élections. Hubert Bolduc, responsable des communications au conseil exécutif, a fait amende honorable par la suite. En effet, une revue annuelle de la liste est prévue par l'article 43 du «Recueil des politiques de gestion» qui s'applique à tout le gouvernement.

En novembre dernier, le gouvernement Marois a lancé un nouvel appel d'offres pour ce groupe de firmes «préselectionnées». Quatre firmes ont alors levé la main, mais deux seulement se sont qualifiées. Pour les contrats de relations publiques de 100 000\$ et plus, on a ajouté Casa Com et Tact intelligence-conseil aux sociétés National, Optimum, HKDP, Morin Relations publiques et Octane Stratégies, déjà dans la liste du gouvernement Charest.

le processus d'appel d'offres et les autres procédures administratives déjà pris en charge par le CSPQ.» Selon M. Bolduc, les ministères et les organismes sont carrément «obligés» de passer par ces listes.

Des liens étroits

La Presse a indiqué la semaine dernière que Tact intelligence-conseil avait obtenu, sans appel d'offres, un contrat de 200 000\$, parce que Québec voulait retenir les services de Martine Tremblay

principale» Marie Grégoire, issue de l'Action démocratique du Québec, et Christian Lessard, ancien conseiller de Jean Charest.

À la tête de Casa Com, on trouve Marie-Josée Gagnon, ex-attachée de presse de Jacques Parizeau, pour qui on avait créé par la suite le poste de chef de cabinet à la délégation du Québec à Paris. C'est aussi l'ex-conjointe de M^{re} Éric Bédard, proche conseiller d'André Boisclair puis de Pauline Marois, et frère du président du Conseil du Trésor, Stéphane Bédard. Anik Bélanger, longtemps au cabinet de Louise Harel et attachée de presse de Bernard Landry, est aussi directrice chez Casa Com.

M. Bolduc repousse rapidement toute allusion à des sympathies partisans dans ces firmes. «J'ai dit aux firmes: vous serez évaluées sur la base de la créativité, sur la compétence. Si on fait des chasses aux sorcières, il y a des péquistes, des libéraux et des caquistes partout, on ne passera jamais au travers!» National est très associée aux libéraux, mais on y trouve aussi Francine Lahaye, proche de M^{me} Marois et de sa chef de cabinet Nicole Stafford, de même que l'ancien ministre péquiste Pierre Bélanger, observe-t-il.

Selon Hubert Bolduc, responsable des communications au conseil exécutif, les ministères et les organismes sont carrément «obligés» de passer par ces listes.

Les appels d'offres sont limités à ces firmes «préselectionnées»; les ministères sont même invités à éviter le processus général d'appels de soumissions publiques. Le site internet du Centre de services partagés du Québec (CSPQ), qui gère ces contrats, le souligne sans détour: «Pour vos besoins en relations publiques, bénéficiez rapidement des services d'une firme préselectionnée et évitez ainsi

comme négociatrice avec les Cris. À la tête de Tact, on trouve François Ducharme, depuis longtemps proche du PQ – un ancien des cabinets péquistes dans les années 80. Daniel Matte, autre «associé principal», est aussi un ex-employé politique du PQ, au cabinet de Guy Chevrette, tout comme Manon Genest, chef de cabinet de Maxime Arseneault. La firme a aussi comme «associée



PHOTO FOURNIE PAR LE CALQ

Yvan Gauthier, actuel président-directeur général du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ).

Conseil des arts et des lettres du Québec

Le PDG sera remplacé contre l'avis du C.A.

DANIEL LEMAY

En dépit de l'appui du conseil d'administration du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ), le président-directeur général de la société d'État, Yvan Gauthier, sera remplacé en avril, a appris La Presse.

«Après deux mandats successifs comme PDG, M. Gauthier a occupé ce poste plus longtemps que quiconque dans l'histoire du CALQ», a d'abord précisé Marc-André De Blois, attaché de presse du ministre de la Culture et des Communications, Maka Kotto. «Le ministre apprécie la qualité du travail de M. Gauthier», a ajouté M. De Blois.

Selon la procédure «normale», M. Kotto a récemment annoncé par lettre à M. Gauthier que son mandat, qui prend fin le 5 avril, ne serait pas renouvelé. Mis au courant de cette décision, le conseil du CALQ, que préside Marie DuPont, a alors signifié son appui unanime à M. Gauthier, demandant au ministre de reconsidérer sa décision. Comment M. Kotto a-t-il réagi à cette démarche inusitée? «Le ministre apprécie le bon travail qu'a fait M. Gauthier...»

Ancien directeur général du Conseil des métiers d'art du Québec, Yvan Gauthier a été nommé PDG du CALQ en 2004 par Line Beauchamp, ministre de la Culture dans le premier gouvernement Charest; il a été reconduit dans ses fonctions en 2009 par Christine St-Pierre, ministre de la Culture dans le dernier gouvernement libéral.

Dans la biographie qui apparaît dans le site du CALQ (calq.gouv.qc.ca), on lit entre autres que M. Gauthier – qui signe un blogue depuis le 5 mars – «a énergiquement poursuivi dans l'ensemble des régions du Québec le développement de fonds régionaux visant le soutien aux arts et aux lettres». Sous son leadership, le CALQ a aussi remporté le prix du rayonnement international de l'Institut d'administration publique pour son programme de résidences artistiques à l'étranger.

Depuis 2011, M. Gauthier est aussi président de l'Observatoire de la culture et des communications, une des directions de l'Institut de la statistique du Québec.

Hôpital du Sacré-Cœur Heures de visite limitées

L'hôpital du Sacré-Cœur observe un accroissement inquiétant des infections nosocomiales et demande aux familles des patients hospitalisés de limiter leurs visites. Jusqu'à nouvel ordre, les visiteurs seront admis de 17 h à 19 h seulement. Hier, 126 patients souffraient d'une infection à l'ERV (entérocoque résistant à la vancomycine), comparativement à une trentaine en temps normal. Cette bactérie n'est pas très dangereuse pour la santé, mais la multiplication du nombre de cas indique que les mesures de contrôle en place ne sont plus suffisantes pour limiter la propagation d'autres agents pathogènes plus graves, comme C. difficile.

— Daphné Cameron

JUSQU'À DIMANCHE

POUR LA **RÉNO** JE VOIS...

DU 8 AU 17 MARS

PLACE BONAVENTURE

SALON NATIONAL DE L'HABITATION

N°1 DEPUIS 30 ANS

RE/MAX PRÉSENTE

EN COLLABORATION AVEC BANQUE LAURENTIENNE

TROUVEZ CONSEILS, ÉCONOMIES ET NOUVEAUTÉS AUPRÈS DE 500 EXPOSANTS EN DÉCORATION | RÉNOVATION | AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR

LÀ OÙ LES IDÉES PRENNENT FORME

100% IMMO

L'ÉVÈNEMENT 100%

CONDO

MAISON

HABITAT

Découvrez 80 projets immobiliers neufs du Grand Montréal et inspirez-vous en aménagement des petits espaces avec le micro-condo contemporain à visiter conçu par Groupe Quorum en collaboration avec JC Perreault.

COUPS DE CŒUR BANQUE LAURENTIENNE

Une foule de nouveautés coups de cœur, des innovations pratiques et spectaculaires provenant de nos exposants et réunies en une seule vitrine.

THÉÂTRE RE/MAX une collaboration de Canal Vie

Écoutez, rencontrez et échangez avec des experts tels que MANON LEBLANC, JEAN-CLAUDE POITRAS, VALÉRIE TAILLEFER, JEAN AIROLDI et plusieurs autres.

Horaires complets au salonnationalhabitation.com

ACHETEZ EN LIGNE ET ÉCONOMISEZ

3\$

une gracieuseté de **Sears**

DE PLUS, NE MANQUEZ PAS:

CASABUBBLE «VIVRE DANS UNE BULLE» | JARDINS LADOUCEUR «LA NATURE SUR MON TOIT» | L'ESPACE BMR | THÉÂTRE RE/MAX une collaboration de CANAL VIE | L'ATELIER DU GRIL | JC PERREULT | ESSAI ROUTIER TOYOTA | TENDANCES EN ÉLECTROS ET MOBILIER MAISON ETHIER | VITRINE DES NOUVEAUTÉS INTERNATIONALES | LE PAVILLON DE L'HABITATION NEUVE DE L'APCHQ | TENDANCES EN OUTDOORING

Tous les détails à salonnationalhabitation.com

SATISFACTION GARANTIE DU ARGENT REMIS*

PARTENAIRES MÉDIAS: LA PRESSE, idées maison

PARTENAIRES: CASABUBBLE, Ladouceur, BMR, JCPerreault, Trévi, ÉTHIER, TOYOTA, APCHQ

Le Salon national de l'habitation est un événement de MARKETPLACE EVENTS et une production EXPO MÉDIA

MARKETPLACE | EVENTS | EXPO MÉDIA

Retour sur un naufrage



AGNÈS GRUDA
CHRONIQUE

Vous souvenez-vous de Jacqueline Lessard ? Cette octogénaire québécoise dont l'orphelinat avait été endommagé par le séisme en Haïti, en janvier 2010 ?

Eh bien, Jacqueline Lessard ne va pas bien: souffrant d'un cancer, elle se fait soigner au Québec. Son orphelinat ne va pas bien non plus, comme le laisse transparaitre, en filigrane, le documentaire *Haïti m'a bâti*, diffusé la semaine dernière à RDI.

Flashback: de passage au Québec après le séisme, Jacqueline Lessard avait suscité un formidable élan de générosité pour son œuvre et sa soixantaine de «ti-mouns». L'argent coulait à flots, au point qu'il a fallu mettre sur pied, en catastrophe, une fondation pour administrer les dons.

La documentariste québécoise Mylène Béliveau s'est alors jointe à la Fondation, avec l'idée de faire construire un nouvel orphelinat par de jeunes stagiaires québécois. Et d'en tirer un documentaire. Une œuvre humanitaire en Haïti, un projet de stage professionnel pour de jeunes maçons et ébénistes du Québec, et un beau film avec ça: qui dit mieux ?

Mais elle oubliait une chose: M^{me} Lessard avait un partenaire haïtien, Étienne Bruny, qui n'a pas été capable de s'entendre avec ses nouveaux bienfaiteurs.

Le conflit n'a jamais été résolu. Et Étienne Bruny a refusé de céder ceux qu'il considérait comme ses enfants au nouvel orphelinat. Résultat: les «ti-mouns» pour qui la

Dès le début, «Haïti m'a bâti» pourrait servir de manuel de tout ce qu'il faut éviter en coopération internationale.

Fondation a récolté 2 millions de dollars n'ont jamais pu emménager dans les nouveaux locaux. Une tragédie pour M^{me} Lessard, qui a dû se séparer de bambins qu'elle chérissait...

C'est une histoire à crever le cœur que le documentaire évoque sans trop entrer dans les détails. Il s'attarde plutôt sur le choc des cultures, sur l'évolution de jeunes Québécois et Haïtiens

qui s'enrichissent mutuellement au fil de leur collaboration...

Tout ça est très touchant. Mais le dénouement de cette initiative jette une ombre sur leur belle expérience. Une ombre que le documentaire dépeint en gris pâle. Alors qu'on est plutôt dans le noir foncé.

Dès le début, *Haïti m'a bâti* pourrait servir de manuel de tout ce qu'il faut éviter en coopération internationale. Le projet suinte le paternalisme, avec tous ces gentils Blancs qui débarquent en Haïti, savent comment faire les choses et ne prennent même pas la peine de consulter M^{me} Lessard ET son partenaire sur leurs besoins.

Le conflit avec M. Bruny est mentionné succinctement, comme un «litige juridique» dû à son manque de transparence. Choc des cultures? Ou bien M. Bruny a-t-il vraiment été imperméable aux demandes des administrateurs? Chose certaine, le fondateur de l'orphelinat a été écarté. Et on peut le comprendre de ne pas avoir aimé ça...

Du coup, la Fondation s'est retrouvée avec trois beaux bâtiments... mais sans orphelins. Dans une scène insupportable, le documentaire montre la directrice par intérim de l'orphelinat, Julie Langlois, faire signer à des parents haïtiens une abdication de droits sur le bambin qu'ils lui confient parce qu'ils sont trop pauvres pour assurer sa subsistance. Les larmes aux yeux, elle leur explique qu'ils auront le droit de visiter leur enfant... une fois par mois.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Jacqueline Lessard, accompagnée d'un de ses «ti-mouns».

Pardon? L'orphelinat doit arracher des bambins à leur famille pour remplir ses locaux, où il accueille aujourd'hui sept enfants ainsi abandonnés? Jointe hier, Mylène Béliveau m'a fait valoir que la majorité des orphelins haïtiens ne sont pas vraiment des orphelins. Et qu'un droit de visite mensuel, sans tambour ni trompette... et en bonne collaboration avec le patron des lieux.

D'accord. Mais est-ce une raison pour qu'une ONG québécoise adopte ce même modèle? Ne vaudrait-il pas mieux, tant qu'à faire, donner de l'argent directement

aux familles pour qu'elles puissent s'occuper de leurs petits?

Pendant ce temps, la soixantaine d'enfants de l'ancien orphelinat vivent toujours dans des locaux endommagés, que l'ONG québécoise Architecte de l'urgence s'appête à réparer, sans tambour ni trompette... et en bonne collaboration avec le patron des lieux.

À force de courir trop de lièvres à la fois, la Fondation de Jacqueline Lessard s'est retrouvée avec une débâcle déguisée en beau documentaire. De quoi donner la nausée.



PHOTO ASSOCIATED PRESS

Sheryl Sandberg

Livre de la numéro 2 de Facebook

Les femmes doivent « se bouger »

AGENCE FRANCE-PRESSE

SAN FRANCISCO — Dans son premier livre, publié hier aux États-Unis et présenté par les médias américains comme un manifeste féministe moderne, Sheryl Sandberg, directrice de l'exploitation de Facebook, exhorte les femmes à « se bouger » pour réussir le grand écart entre la carrière et la vie familiale.

« *Lean In* [Bougez-vous] s'adresse aux femmes de tous âges », explique la talentueuse femme d'affaires de 43 ans sur son site LeanIn.org, qu'elle a lancé quelques jours avant son livre.

« Je crois que le monde serait meilleur si la moitié de nos entreprises et des pays étaient dirigés par des femmes et la moitié de nos foyers par des hommes », ajoute-t-elle.

« Croire en ses rêves »

Dans son livre, elle affirme que « les femmes mettent elles-mêmes un frein à leur carrière pour préserver leur vie de famille, même lorsqu'elles n'ont pas encore d'enfant ».

Elle les invite à « se bouger », « à croire en leurs rêves » et à dépasser, avec l'aide des hommes, l'ordre social actuel dicté par la hiérarchisation des sexes. « La question de l'égalité des sexes est au point mort depuis les années 90 », remarque Lori Mackenzie, directrice adjointe d'un institut de l'Université de Stanford spécialisé dans les rapports homme-femme. « Mettre ce sujet sur la place publique est un acte révolutionnaire. »

« Elle ne dit pas que l'équilibre entre le travail et la famille est facile à atteindre », poursuit la sociologue. « Elle dit: "Bougeons-nous, mettons-nous-y ensemble." »



Hakim Rezine
Ventes et développement
marché commercial
Carrier Canada

JE LE RECOMMANDE!

« L'appui financier du programme Bâtiments d'Hydro-Québec encourage les entreprises à investir dans des équipements plus efficaces et tirant parti des dernières innovations technologiques en matière de chauffage, de climatisation et de qualité de l'air. Ainsi, elles optimisent l'efficacité énergétique de leur bâtiment et récupèrent leur investissement plus rapidement.

Le programme Bâtiments est une occasion en or pour les entreprises d'augmenter le confort des occupants tout en diminuant leur facture énergétique et en réduisant leur empreinte environnementale. »



Bâtiments

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX PROJETS D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Informez-vous. Composez le **1 855 817-1433** ou visitez le **www.programmebatiments.com**.

Un programme d'Hydro-Québec géré par ÉnerCible

Hydro Québec

Le bordel politique italien



**YVES
BOISVERT**
CHRONIQUE

ENVOYÉ SPÉCIAL
ROME

À u marché de Campo dei Fiori, samedi midi, on range déjà les étals. Un marchand découpe soigneusement des artichauts de Sicile, d'un pourpre-violet de cardinal, et les plonge dans l'eau.

J'aborde des clients. Le pape? Bof. On a beau être à 2 km du Vatican, l'élection du prochain chef des catholiques ne changera rien à la vie romaine. C'est un sujet divertissant, certes, mais pendant ce temps, l'Italie n'a pas de gouvernement et s'enfoncé économiquement autant que politiquement.

Songez que le 26 février, le quart des Italiens ont voté pour un humoriste de 64 ans, Beppe Grillo; 30% ont voté pour Silvio Berlusconi, qu'on croyait en disgrâce pour toujours.

- C'est tout de même incroyable que 30% des Italiens aient voté pour Berlusconi, dis-je à un client.

- C'est vrai, concède-t-il en riant.

- Quel escroc, ce type, non?

- Ah, pour ça, oui.

- Vous avez voté pour qui, vous?

- Berlusconi.

Avant que j'aie le temps de m'étonner ou de m'excuser, il m'explique - «simplement, pour que tu comprennes» - à 70% en italien, 12% en anglais et 18% en gestes. Je traduis.

«C'est vrai que Berlusconi, il a fait des choses [ses doigts miment une *bunga bunga*]; mais Monti, lui, il couche avec

les banquiers, c'est bien pire! Berlusconi, ce sera peut-être pour un petit pain, mais on est certain de le manger, ce pain.»

Mario Monti, l'homme de l'austérité et du redressement des finances publiques, a été congédié par les électeurs avec 10,6% des votes seulement. Ce n'est pas si surprenant.

Mais dans quel autre pays un homme comme Berlusconi pourrait-il survivre? Que dis-je, survivre: il a fini premier! Lui qui a échappé à une demi-douzaine de procès criminels, soit parce qu'il s'est fait voter l'immunité quand il était au pouvoir, soit parce qu'il a suffisamment retardé le processus pour bénéficier de la prescription (temps limite pour mener une affaire à terme, un concept qui n'existe pas en droit criminel chez nous).

La semaine dernière, Berlusconi a été condamné à un an de prison pour avoir fait publier des informations confidentielles contre un



PHOTO JOHANNES EISELE, AGENCE FRANCE-PRESSE

Deux carabinieri italiens surveillent les alentours du Vatican, à l'approche de l'élection d'un nouveau pape.

dans la farine sous toutes sortes de prétextes (une entrevue, une campagne électorale, etc.), a envoyé trois médecins à son chevet pour vérifier si sa haute tension et sa conjonctivite sont réelles. Une comédie judiciaire désohilante qui n'en finit plus.

Pendant ce temps, hier, et tout en sachant que leur chef est aussi accusé d'une méga-fraude fiscale, pour laquelle il doit être jugé plus tard, ses partisans se sont présentés au palais de justice de Milan pour dénoncer en hurlant la «justice stalinienne»!

On comprend les Italiens d'être franchement dégoûtés non seulement des politiques, mais aussi de ce système judiciaire qui ne semble pas capable de faire aboutir un semblant de justice.

Le comique Grillo, qui a fait campagne contre toute la classe politique, n'a certainement pas tout faux.

Hier, je discute avec Mirko, qui a voté à la fois pour le principal parti de gauche et pour Grillo (on votait à trois niveaux). Inquiet? Déçu? Pas du tout! «C'est formidable, me dit-il, il

particulièrement l'humour politique italien. La cote de crédit du pays, devant l'actuel bordel, a été ramenée un cran plus bas par une agence, ce qui ne fera que l'enfoncer davantage dans les difficultés. Déjà que sa dette n'est pas maîtrisée et que la récession ne semble pas sur le point de prendre fin.

La politique ici ressemble à ces artichauts siciliens, drôles de légume entre tous. Avant d'en atteindre le cœur et ses piquants, il faut traverser des dizaines de couches de bizarrerie incompréhensible aux couleurs flamboyantes.

À côté de ça, l'élection d'un pape manque de mystère. On nous prédit d'ailleurs un pape milanais, M^{re} Angelo Scola, qui a l'avantage de ne pas être soutenu par les autres cardinaux italiens, mais plutôt par les «réformateurs» du reste du monde.

On verra bien. Mais ce qu'il y a de bien avec la papauté, c'est qu'on a trouvé un fameux moyen d'obtenir un résultat clair. Peut-être devrait-on songer à enfermer les députés italiens dans un lieu clos avec du pain, de l'eau et un fourneau.

La politique ici ressemble à ces artichauts siciliens. Avant d'en atteindre le cœur et ses piquants, il faut traverser des dizaines de couches de bizarrerie incompréhensible aux couleurs flamboyantes.

adversaire politique dans un journal de son groupe (il y aura appel, n'ayez crainte).

Hier, alors que devait s'instruire son procès dans l'affaire de prostitution avec une mineure, Ruby, il s'est déclaré malade et l'affaire a de nouveau été reportée. Le tribunal de Milan, déjà maintes fois roulé

Staline avait quelques défauts, certes, mais généralement les procès qu'il commandait ne traînaient pas...

Certains des avocats de Berlusconi sont des députés italiens, et à ce titre, ils ont obtenu des remises de ses causes sous prétexte d'activité parlementaire!

va en sortir quelque chose de bien.»

On a beau parler à gauche comme à droite, personne ne semble prendre l'affaire au tragique. Sans doute les Italiens sont-ils vaccinés contre l'ingouvernabilité.

Les banquiers, malheureusement, ne prisent pas

CHIC! MODE, BEAUTÉ, DESIGN ET TENDANCES DE LA SAISON

Un cahier tout en couleur à conserver ce samedi dans

LA PRESSE



PHOTO ASSOCIATED PRESS

Kim Jong-un (à gauche) observe attentivement le territoire sud-coréen au moment où se tiennent des exercices militaires dans la région.

La Corée du Nord sur le pied de guerre

Le régime a suspendu l'armistice avec Séoul

MATHIEU PERREAULT

La Corée du Nord a suspendu hier l'armistice qui fait office de traité de paix depuis 1953. Et elle ne répond plus, depuis la semaine dernière, à la ligne téléphonique d'urgence mise en place en 1971 avec les autorités militaires américano-coréennes.

Ces mesures visent à répondre au durcissement des sanctions contre l'État ermite, adopté jeudi par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies à la suite du test nucléaire nord-coréen réalisé en février, ainsi qu'à des exercices militaires communs des États-Unis et de la Corée du Sud qui ont commencé hier.

C'est la septième fois que la Corée du Nord suspend l'armistice depuis 1994, et la sixième fois qu'elle coupe la ligne téléphonique d'urgence. Normalement, un test de la ligne est fait chaque matin. Pendant trois mois, en 2010, personne n'avait répondu en Corée du Nord après un essai nucléaire également suivi de sanctions du Conseil de sécurité. «Chaque fois, on n'a aucune manière de savoir s'ils ne répondent pas ou s'ils ont carrément arraché la ligne», a expliqué au *Wall Street Journal* un officier américain posté à Panmunjon, poste-frontière entre le Nord et le Sud.

Une réplique «10 fois» plus puissante

À tout hasard, la nouvelle présidente sud-coréenne, Park Geun-hye, a promis de répliquer «10 fois plus fort» en cas d'attaque limitée - cyberattaque ou pilonnage d'une région isolée, comme c'est arrivé en 2010.

M^{me} Park est la fille d'un dictateur qui a dirigé la Corée du Sud au plus fort des tensions avec le Nord, dans les années 60 et 70. Elle est entrée en poste à la fin du mois de février, et la rhétorique nord-coréenne à son endroit a été particulièrement féroce.

Cette rivalité familiale - le grand-père de l'actuel président nord-coréen, Kim Jong-un, était le grand ennemi de celui de M^{me} Park - ainsi que le jeune âge de M. Kim, qui pourrait être incapable de contrôler toutes ses forces armées, pourraient favoriser une nouvelle agression, selon plusieurs analystes. Un officier nord-coréen de haut rang a affirmé la semaine dernière à la télévision d'État qu'une «attaque nucléaire de précision» était planifiée contre les États-Unis.

Ces tensions surviennent dans le contexte où l'appui chinois à la Corée du Nord faiblit. Le *Wall Street Journal* a noté hier que le prix du riz avait augmenté à Pyongyang, à la suite d'un fléchissement des livraisons chinoises. Des politologues chinois ont, au cours des derniers mois, appelé à la fin de l'aide chinoise à la Corée du Nord dans des médias.

Fierté et inquiétudes à La Motte

L'arrivée massive de journalistes chamboule la tranquillité du village natal de Marc Ouellet

HUGO MEUNIER

LA MOTTE — Après avoir fait couler beaucoup d'encre au cours des dernières semaines, le village de La Motte a accueilli, hier, un véritable cirque médiatique à l'occasion du conclave qui s'ouvre aujourd'hui et qui pourrait donner un pape à l'Abitibi.

La région s'est réveillée avec une bonne bordée de neige, qui a rendu périlleux le trajet couvrant la trentaine de kilomètres entre La Motte et Amos, où se trouvent les hôtels dans lesquels s'étaient installés la plupart des journalistes de passage.

Des poids lourds chargés de bois fondaient à vive allure sur l'unique route pour s'y rendre, dont la visibilité était réduite.

Au village, les camions-satellites de plusieurs chaînes canadiennes étaient garés dans le stationnement de l'église, transformée en salle de presse et en cantine pour la durée du conclave.

Dehors, quelques journalistes y allaient de leurs premiers directs.

De l'autre côté de la rue, Lise Breaud, propriétaire du dépanneur — et unique commerce local —, écoutait les premiers échantillons de sa toute nouvelle machine à café.

Dans la rue, des curieux faisaient quelques détours en voiture ou en motoneige pour immortaliser l'inhabituel émoi. « Il ne se passe tellement pas grand-chose par ici... », admet candidement Michel McDuff, résidant de Rouyn en visite.

À travers le parc de véhicules des médias se faufilaient la fourgonnette de Dominique Tonetti, Lamottoise, mais surtout l'architecte qui a piloté les importants travaux de réfection de l'église



Plusieurs camions-satellites se sont garés dans le stationnement de l'église transformée en salle de presse et en cantine pour la durée du conclave.

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

il y a quelques années. L'église vient d'ailleurs d'être sélectionnée parmi les 10 lieux de culte ayant subi les transformations les plus intéressantes par le Conseil du patrimoine religieux du Québec. M^{me} Tonetti n'aurait jamais imaginé que le fruit de ses labeurs se retrouve aujourd'hui devant autant de projecteurs. « J'espère quand même que tout ça ne changera pas trop notre petit village », souligne l'architecte au sujet de Marc Ouellet et ses chances de

devenir pape. « Mais on pellettera lorsqu'il y aura de la neige », ajoute-t-elle, philosophe.

Cours 101 sur la papauté

De la neige, il y en a déjà beaucoup ici. Au grand bonheur des enfants de la seule école du village, située à un lancer de balle de neige de l'église. « Nous avons 28 élèves de la 3^e à la 6^e année, qui proviennent de La Motte et de Saint-Mathieu, le village voisin », calcule la directrice, Andrée Roy.

Pour les préparer à cette frénésie, les enfants ont reçu une sorte de cours 101 sur la papauté, mais aussi sur l'invasion médiatique qui s'amène à leur porte.

Pendant que les journalistes faisaient le pied de grue devant l'église, des pêcheurs sur glace se donnaient rendez-vous, comme chaque jour, sur le lac Malartic un peu plus loin.

Pas difficile de deviner ce qui meuble leur conversation en attendant que ça morde.

« La pêche et Marc Ouellet », résume Marcel Bourassa, retraité de 66 ans. Son ami Luc Bérubé et lui passent leurs journées dans leurs cabanes chauffées au poêle, à l'écart de l'agitation qui secoue leur village. « C'est certain qu'il y a une fierté dans tout ça. Mais les gens aiment la tranquillité ici et là, on la perd un peu... », résume M. Bérubé, les yeux braqués sur ses brimboles immobiles.

LE TOUR DU GLOBE

États-Unis Oui aux Coke géants

Un nouveau règlement limitant la vente de formats géants de boissons sucrées dans certains commerces de New York n'entrera pas en vigueur comme prévu aujourd'hui. Hier, le juge Milton Tingling, de la Cour suprême de l'État de New York, a invalidé la nouvelle règle promue par la mairie de la Grosse Pomme qui estimait pouvoir ainsi lutter contre l'obésité.

— Agence France-Press

51

C'est le nombre de Libyens qui ont perdu la vie au cours des trois derniers jours après avoir consommé de l'alcool frelaté. Selon le ministre de la Santé du pays, Nouri Doghman, l'alcool meurtrier contenait du méthanol. En tout, plus de 300 personnes ont été hospitalisées. Certains d'entre elles ont perdu la vue alors que d'autres se trouvent dans le coma.

— Agence France-Press

Venezuela Maduro candidat

Le successeur qu'a choisi Hugo Chavez avant sa mort, Nicolas Maduro a enregistré hier sa candidature pour succéder à son mentor. Pour l'occasion, des milliers de partisans ont afflué près des locaux de la commission électorale et auraient empêché le candidat de l'opposition, Henrique Capriles, d'atteindre à temps la commission pour enregistrer sa candidature.

— Associated Press



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Nicolas Maduro, actuellement président par intérim du Venezuela.

Îles Malouines Loyauté britannique

Plus de 70 % des quelque 2000 électeurs des îles Malouines ont pris part dimanche et hier à un référendum destiné à montrer à l'Argentine et au reste du monde que l'archipel est déterminé à demeurer un territoire britannique. La question posée par le référendum était la suivante : « Est-ce que vous souhaitez que les îles Malouines conservent leur statut politique actuel de territoire d'outre-mer du Royaume-Uni? » Aucune autre solution, comme l'indépendance complète ou une certaine relation politique avec l'Argentine, n'a été proposée aux électeurs.

— Associated Press

IRAN Exécutions en hausse

L'Iran a connu en 2012 « une augmentation apparente » de la gravité des violations des droits de l'homme, a indiqué hier le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Iran, Ahmed Shaheed. On a dénombré « 297 exécutions officiellement annoncées par le gouvernement » et approximativement 200 « exécutions secrètes » rapportées par les familles, des responsables des prisons et du système judiciaire.

— Agence France-Press

Résultats des tirages du : 2013-03-11

Lotto-D 2 2 2 2 6 5 6 2

Sprint 06 16 19 36 38

Lotto POKER 2 7 8 10 R

Ebanco 01 08 09 10 14 17 23 29 32 45 47 50 56 59 60 62 63 66 67 70

Quotidienne 3 854 4 3298

Triplex 05 06 11 19 37

Astro Jour - Mois - Année - Signe | **Extra** 7012938

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

PROMOTION

CAHIER SPÉCIAL

LES GRANDS CONSTRUCTEURS

POUR FAIRE UN CHOIX ÉCLAIRÉ DANS L'ACQUISITION D'UNE PROPRIÉTÉ

À LIRE CE MERCREDI DANS LA PRESSE

Bio-K+ présente

EXPO manger santé et vivre vert

MONTREAL - Palais des congrès 15.16.17 MARS 2013

QUEBEC - Centre des congrès 23.24 MARS 2013

ALIMENTATION SAINE | ÉCOLOGIE | SANTÉ GLOBALE

ENTRÉE : 12 \$ - Aînés et étudiants: 10 \$
Gratuit pour les 16 ans et moins

Vendredi (Montréal seulement) 11 h à 20 h
Samedi 10 h à 18 h • Dimanche 10 h à 17 h

expomangersante.com

Commensal | Cleft | RACHELLE BÉRY épices santé | ALIMENTS QUÉBEC

Saladexpress | GENUINE HEALTH | Land Art | LA PRESSE

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Un pape pour aujourd'hui



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

« Il est nécessaire avant tout que l'Église ne détourne jamais son regard de l'héritage sacré de vérité qu'elle a reçu des anciens. Mais il faut aussi qu'elle se tourne vers les temps présents. »

– Jean XXIII, à l'ouverture de Vatican II, le 11 octobre 1962.

Les 115 cardinaux réunis en conclave à compter d'aujourd'hui ne feront pas qu'élire le successeur de Benoît XVI. Par leur choix, ils détermineront si l'Église de Rome a un avenir en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord.

Sur ces continents, le catholicisme subit un déclin constant depuis des décennies, déclin que même le concile Vatican II n'a pu freiner.

Les pontificats de Jean-Paul II et de Benoît XVI ont ramené les conservateurs au pouvoir. Ils ont cru qu'un ancrage plus solide dans la tradition consoliderait les assises de la religion catholique. C'est le contraire qui s'est passé. Le fossé entre ce que dit l'Église et ce que pensent les habitants de ces pays, y compris les catholiques, n'a jamais été aussi grand.

Le sondage CROP publié récemment par *La Presse* indique que 88% des catholiques du Québec souhaitent l'élection d'un pape plus libéral. Une enquête d'opinion réalisée aux États-Unis pour le *New York Times* révèle une tendance semblable.

Le catholicisme a besoin d'un pape moderne. Il ne s'agit pas seulement de savoir ce qu'est Twitter. Un pape pour le monde d'aujourd'hui

sera déterminé à transformer l'Église, dans sa gouvernance, dans sa manière de communiquer et dans son message. Les vaticanistes doutent qu'un tel homme se trouve parmi les cardinaux actuels. Cependant, le pontificat de Jean XXIII (1958-1963) a montré que l'accession au trône de saint Pierre fait parfois le réformateur.

■ ■ ■

Les changements doivent être profonds. Ils exigent une prise de conscience de la situation, prise de conscience qu'a le mieux exprimée l'an dernier, lors d'une ultime interview, feu le cardinal Martini: « L'Église a 200 ans de retard. Mais pourquoi ne se secoue-t-elle pas? »

Rome doit mettre à jour son enseignement sur la sexualité, le couple et la place des femmes. Ces questions ne sont pas les plus fondamentales, mais ce sont celles qui ont fait le plus de tort au catholicisme.

L'Église, à commencer par Benoît XVI, a maintes fois exprimé ses regrets pour les sévices sexuels commis par des prêtres. Toutefois, elle donne encore l'impression de protéger les coupables et ceux qui ont œuvré à étouffer le scandale. Le prochain pape doit afficher en cette matière une fermeté exemplaire.

De façon générale, l'Église doit s'ouvrir au débat, à ce que le curé Pierre Murray appelle « un vrai dialogue » avec les prêtres, les fidèles et la société. Comme nous l'a dit en entrevue le séminariste Jonathan Guilbault, l'Église ne peut plus se voir comme « une espèce de bégérisse où il y a des brebis bêlantes nourries par les prêtres ».

Il est loin d'être certain que même une évolution aussi radicale pourra stopper la régression du catholicisme en Occident. Ce qui est sûr, par contre, c'est que sans de tels changements, le déclin est inexorable.

La mort de Lin Jun



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Sur un site web, on lit: « Je suis adulte. Pourtant, je ne me rappelle pas avoir éprouvé une telle attirance, et que celle-ci ait autant accaparé mes pensées. » Ailleurs: « Il est inspirant parce qu'il n'a pas peur d'être lui-même. » Et encore: « Penser à lui me trouble physiquement, comme si j'essayais de donner un sens à la dichotomie de la Belle et de la Bête; de l'extrême beauté de sa personne et de la laideur du crime qui lui est attribué. »

Pour qui se pâme-t-on ainsi? Pour Luka Rocco Magnotta...

Depuis le crime abject du 25 mai dernier, des fans – il n'y a pas d'autres mots – ont ouvert sur le web une quantité de pages, de blogs, de sites, qui lui sont consacrés. Certains demeurent accessibles: il s'agit en général de ceux que l'on pourrait qualifier de « romantiques ». D'autres ont été verrouillés, par exemple ceux qui permettaient de voir la vidéo de la mort de Lin Jun.

Comme le crime lui-même, ces élans de sympathie, d'admiration et même d'amour entrouvrent une fenêtre sur les abysses de l'esprit humain. Là où on ne trouve ni lumière, ni raison, ni morale.

■ ■ ■

On se demande ce qui est le troublant.

Est-ce le crime lui-même? Est-ce le cas de ces femmes attirées par un homme présumé criminel, soupçonné de sadisme, consacré vedette? Est-ce le comportement de ces hommes s'adonnant à un type particulier de voyeurisme, celui

de la souffrance, du sang et de la mort? ...

Rien là de neuf, bien sûr.

Le crime violent est un phénomène millénaire: l'Ancien Testament est un recueil d'atrocités. L'attirance à l'endroit des criminels violents est une constante de l'Histoire: Landru, l'assassin d'une dizaine de femmes dans le Paris d'il y a un siècle, reçut des centaines de demandes en mariage. Et la passion pour la représentation de la violence fit le succès des premières feuilles « jaunes » ayant suivi l'invention de l'imprimerie.

Était-ce alors supportable? Difficile d'en juger. Mais, chose sûre, ça l'est infiniment moins aujourd'hui.

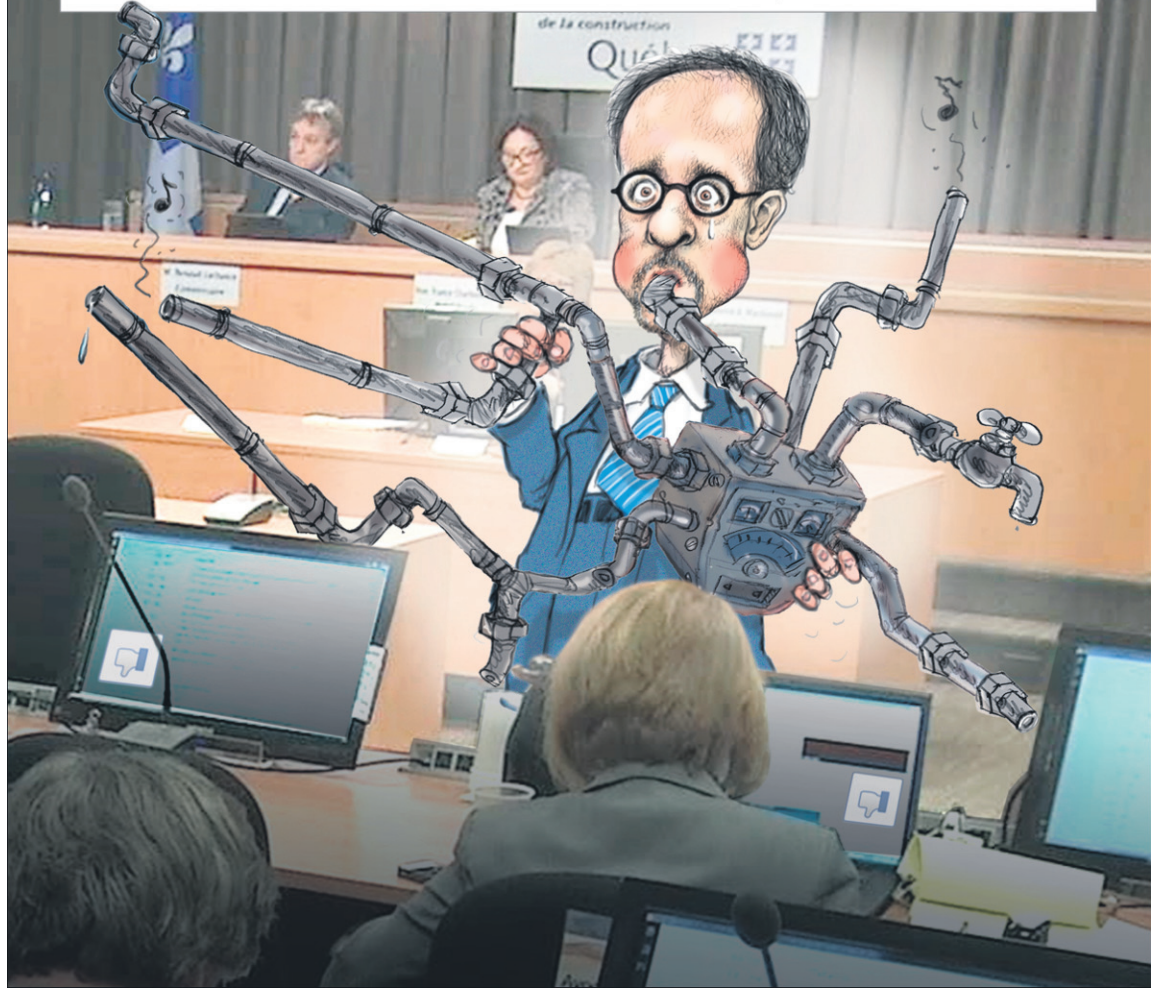
Là où on ne trouve ni lumière, ni raison, ni morale.

D'abord parce que le niveau réel de violence n'a cessé de diminuer, comme nous l'avons souvent noté ici, ce qui a abaissé le seuil de tolérance à l'endroit de celle qui demeure. Ensuite et surtout parce que les médias modernes assurent à cette violence une visibilité sans commune mesure avec sa réalité.

L'enquête préliminaire de Magnotta a débuté, hier, par un débat de procédure. La défense réclame le huis clos, les médias contestent cette demande; la décision sera rendue aujourd'hui. Deux choses à ce sujet. Le caractère public des procédures judiciaires garantit leur probité, et l'apparence de cette probité, ce qui est fondamental. Mais il existe aussi, ou devrait exister, une autre forme de probité qui commanderait une certaine retenue dans la médiatisation de cette sordide affaire.

Landru avait peut-être des « fiancées ». Mais il ne disposait pas de suites nuptiales virtuelles.

C'ÉTAIT CLAUDE LÉGER QUI NOUS A INTERPRÉTÉ SON REQUIEM DE L'EXCUSE POUR COMPTEUR D'EAU EN MI-FIGUE, MI-RAISIN



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS

L'ENTREVUE ÉDITORIALE

Pour un pape réformateur

Entrevue avec le théologien Jean-Claude Breton et le séminariste Jonathan Guilbault



LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Savez-vous à quoi vous consentez?
par Ariane Krol

> MA RENCONTRE AVEC LE CARDINAL OUELLET
Une opinion à lire exclusivement à lapresse.ca/debats

OPINION

Le beau côté de Montréal



GAÉTAN FRIGON
Ex-PDG de la SAQ et de Loto-Québec, l'auteur est président exécutif de Publipage.

J'étais allé visiter le musée Pointe-à-Callière une première fois lors de son ouverture en 1992. Et même si l'archéologie n'a jamais été un de mes dadas, j'avais senti une grande fierté en parcourant ce lieu qui est au cœur de la fondation même de Montréal. À ce moment-là, on espérait y accueillir 150 000 personnes par année. J'y suis retourné récemment et quelle belle surprise m'attendait. J'y ai vu la preuve qu'à travers tous les scandales, il se fait encore des bonnes choses à Montréal.

Après 20 ans, Pointe-à-Callière attire 400 000 visiteurs chaque année, dont 100 000 jeunes. Tout un exploit pour un musée basé sur l'archéologie, sujet qui n'a pas l'habitude de nous émouvoir outre mesure. Pourtant, Pointe-à-Callière est devenu l'une des attractions touristiques les plus populaires à Montréal.

Il y a un vieil adage qui dit qu'on ne peut planifier son futur sans d'abord bien connaître son passé. Et le musée Pointe-à-Callière plonge le visiteur au cœur des grands moments de la ville et de son rayonnement dans le monde entier. C'est un mobilier socioculturel touristique très important pour Montréal, un musée municipal impliqué dans sa communauté, très bien administré et en équilibre budgétaire. Ce n'est pas tous les jours qu'on peut voir cela.

Considérant que les archéologues ont récemment découvert les fondations du premier parlement canadien, un fait significatif pour l'histoire de



PHOTO FOURNIE PAR LE MUSÉE POINTE-À-CALLIÈRE

La Cité de l'archéologie et de l'histoire du musée Pointe-à-Callière comprendrait notamment le Fort de Ville-Marie, l'égout collecteur, le marché Sainte-Anne, l'édifice des Douanes et la Maison-des-Marins (note photo).

Montréal, voilà que Pointe-à-Callière va de l'avant avec un ambitieux programme d'expansion qui prévoit un budget d'immobilisation de 70 millions de dollars, lequel devrait être financé par les trois ordres de gouvernement. La Ville de Montréal s'est déjà commise pour 17,5 millions, alors que le gouvernement du Québec s'est engagé pour une autre tranche de 17,5 millions. Et des discussions sont en cours avec le gouvernement fédéral pour les 35 millions manquants, dans le cadre des programmes de commémoration du 150^e anniversaire du Canada.

Le site agrandi, dont les travaux devraient être terminés pour 2017, relierait de façon souterraine toutes les fouilles qui ont été faites jusqu'à maintenant. Il est prévu d'y aménager un espace spécifique pour les jeunes visiteurs qui leur permettra d'apprendre et de comprendre leurs racines historiques. La conclusion de ce projet d'envergure permettrait d'établir la Cité

de l'archéologie et de l'histoire sur le site du musée Pointe-à-Callière. Cette Cité comprendrait notamment le Fort de Ville-Marie, l'égout collecteur, le marché Sainte-Anne, l'édifice des Douanes et la Maison-des-Marins.

La Fondation du musée, qui pilote ce projet, va déclencher une campagne majeure de financement afin de soutenir les frais d'exploitation de cette expansion. Sous la coprésidence de Louis Vachon, PDG de la Banque Nationale du Canada, cette campagne vise à amasser 10 millions de dollars, provenant surtout de la communauté d'affaires. Déjà, de nombreuses entreprises qui ont à cœur la phénoménale histoire de Montréal ont signifié leur intérêt à fournir leur part.

La réalisation de ce projet permettra de célébrer le 375^e anniversaire de Montréal ainsi que le 25^e anniversaire du musée lui-même. Il y a encore de bonnes choses à Montréal.

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Jean Chrétien s'était moqué des tentatives diplomatiques du PQ à l'époque en disant que tout ce qu'il voulait, c'était d'avoir « le flag su' le hood ». Stephen Harper fait pareil. Je l'ai fait bien avant lui dans les années 90, mais j'avais une excuse: j'étais diplomate dans un pays étranger. La course à l'image de M. Harper est évidente et plutôt risible. Qu'est-ce qu'il ne ferait pas pour monter au-dessus de 35-40% du vote?
— Alain Gingras

Le voyage à l'ère de l'internet



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Il y a des jours où je regrette l'époque où l'on pouvait voyager en s'extrayant complètement de son milieu. C'était durant l'ère antédiluviennne où l'internet n'existait pas.

Je partais et je revenais trois semaines plus tard sans savoir ce qui s'était passé au pays, sans même savoir, pour peu que ma destination fût un peu exotique, ce qui s'était passé dans les capitales occidentales... Au retour, je demandais à mes proches de me raconter ce que j'avais raté, mais comme nous vivons dans un pays paisible où il ne se passe jamais rien de fracassant, ils n'avaient pas grand-chose à dire.

«Laisse-moi voir... Ah oui, le ministre Untel a démissionné, il y a eu une grosse tempête de neige, et puis, euh...» Ils évoquaient souvent des événements qui s'étaient produits avant mon départ!

Il reste que c'était amusant de rentrer chez soi en se demandant quelles surprises vous attendaient.

J'avais un rituel. Au retour, je passais à travers l'énorme pile des deux journaux auxquels je suis abonnée, *La Presse* et le *Globe and Mail*. Cet exercice de rattrapage intensif me ramenait à la maison et à mes habitudes, et me replongeait dans le bain d'un travail que je retrouvais toujours avec d'autant plus de plaisir que j'avais pleinement profité de mes vacances.

Tout cela est bien fini. Ces trois dernières semaines, j'étais au Vietnam et au Cambodge... mais je suivais chaque jour sur mon iPad ce qui se passait dans le reste du monde et en particulier chez nous. Eh non, je n'ai rien manqué même si, parfois, j'aurais préféré la béate ignorance.

La bulle qui naguère vous aurait enfermé dans la contrée à découvrir a éclaté, faisant entrer par mille fissures le vacarme planétaire.

N'étant pas accro à l'internet, je ne passais pas plus d'une demi-heure par jour à patouiller ma tablette, mais cela suffisait pour briser l'atmosphère, pour me faire retomber dans le boulot et m'arracher pour quelques moments à l'Asie du Sud-est.

Pourquoi alors traîner son iPad en voyage? Qu'est-ce qui vous forçait donc à l'ouvrir et à le recharger tous les deux jours?

Ah, chers amis, c'est que la nature humaine, *a fortiori* la nature de la bête journalistique, est ainsi faite qu'on ne peut volontairement s'abstenir de s'informer lorsqu'on en a les moyens techniques. Or, presque partout, même dans les zones de guerre, les hôtels le moins bien équipés ont des connexions internet. Il faudrait aller dans la brousse pour être coupé du monde, mais je ne suis pas amatrice de safaris!

La possibilité d'entrer en contact instantanément avec le reste de la planète est un bienfait inouï, un progrès incontestable. Qui voudrait retourner à l'isolement des temps anciens? Certainement pas moi.

Mais ce progrès a un prix. Le canal miraculeux qui vous projette en même temps, où que vous soyez, à Montréal, Rome, Caracas ou Damas, engendre un éparpillement mental qui vous empêche de vous concentrer exclusivement sur le pays où vous vous trouvez physiquement. C'est comme faire l'amour en écoutant les nouvelles...

La bulle qui naguère vous aurait enfermé dans la contrée à découvrir a éclaté, faisant entrer par mille fissures le vacarme planétaire. Vous n'êtes plus ce voyageur ravi, envoûté, immergé corps et âme dans une nouvelle culture, vous êtes un voyageur de passage qui regarde défiler le paysage tout en gardant un œil dans le rétroviseur.

Depuis le fin fond du village de Hoi An, mon mari a commandé un roman vietnamien sur Amazon et une minute plus tard, il l'avait ouvert sur son lecteur numérique. Mais je suis dans le dernier carré des résistants. En voyage, si j'ai cessé de courir les journaux dans l'espoir d'y dénicher un journal français ou anglais, je lis encore des livres en papier...



PHOTO IVANO H. DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Donnez-nous l'occasion de bâtir le Québec de demain. Acceptez que nous vivions dans un pays diversifié et que nos différences nous unissent.

La force de nos différences



MARIA DEL PILAR HERNANDEZ
Étudiante en histoire à l'UQAM, l'auteure adresse sa lettre ouverte à la première ministre Pauline Marois.

Je suis francophone. Québécoise, trilingue, chilienne. Mon espagnol impeccable ne m'empêche pas d'avoir un parfait anglais. Mon parfait anglais ne m'empêche pas d'avoir un français plus-que-parfait. Je baigne donc dans trois cultures qui n'en font qu'une. Je fais partie d'une génération diversifiée, mixte et ouverte sur le monde. Je représente une majorité silencieuse et j'aimerais vous signaler que nous existons.

Silencieuse, car l'espace politique actuel ne nous représente pas. Peut-être parce que nous n'avions pas réalisé jusqu'ici que notre réalité avait du poids; je m'en déclare coupable.

Cette génération, fruit de l'ouverture du Québec sur l'immigration, s'est développée sur notre sol avec la certitude que les différences favorisent l'union. Nous avons eu la chance de grandir et d'être formés dans un Québec diversifié où, dès notre plus jeune âge, nous avons appris à voir au-delà de la couleur de la peau, d'un accent ou d'une langue maternelle. Peu importe l'origine, nous avons tous la même bataille: nos différences étaient notre union. Je n'aurais

pas eu cette chance nulle part ailleurs dans le monde.

Ici, j'ai pu être initiée à l'anglais dès la troisième année du primaire. J'ai ensuite eu le privilège de fréquenter une école anglophone pendant mon adolescence, à l'extérieur du pays. Je me suis immergée dans une troisième langue et donc dans une troisième culture. La loi 101 ne me l'aurait pas permis ici, mais je ne lui en veux pas, au contraire, je la défends.

ayant autant de richesses culturelles sur notre sol. N'est-ce pas paradoxal?

Donnons-nous les outils pour préserver le français, mais aussi pour reconnaître la culture anglo-québécoise et les autres différences qui rendent notre pays unique. Ce n'est pas en enlevant le statut bilingue à des municipalités que nous réussirons. Je me souviens, oui, mais essayons un peu d'avancer et d'utiliser notre mosaïque culturelle pour bâtir un Québec de demain plus fort.

Quand je vois l'adoption de mesures visant à ne plus rendre obligatoire l'enseignement de l'anglais au primaire, c'est à se demander si la prochaine génération aura la chance que j'ai eue.

Toutefois, quand je vois l'adoption de mesures visant à ne plus rendre obligatoire l'enseignement de l'anglais au primaire, c'est à se demander si la prochaine génération aura la chance que j'ai eue. Nous passons à côté de l'occasion d'enlacer notre histoire et de la rendre bénéfique pour notre éducation.

Je ne vous apprend rien en soulignant que le Québec s'est aussi formé d'anglophones. Des «vrais Québécois» anglophones. Je me demande si nous ne sommes pas en train de créer un Québec fermé, exclusif. Si nous sommes en train de nous priver d'une ouverture, tout en

Le Québec de demain, c'est cette génération. Cette troisième culture qui n'en fait qu'une, elle est typiquement québécoise; peu de régions dans le monde ont cette effervescence. Elle deviendra encore plus forte de ce qu'elle est déjà, si seulement nous avions l'espace qui nous est dû. Donnons-nous l'occasion de bâtir le Québec de demain. Acceptez que nous vivions dans un pays diversifié et que nos différences nous unissent. Laissez le Québec se bâtir une identité qui n'oublie pas la majorité d'entre nous.

La peur derrière la haine



STÉPHANE DOYON
L'auteur est un Montréalais de 40 ans.

Je trouve bien désolant ce qui se passe depuis quelques jours. Je parle ici des commentaires suscités par la diffusion de deux courtes publicités ayant pour objectif de diminuer les tabous entourant l'homosexualité.

Le fiel sur les réseaux sociaux est particulièrement frappant. Et je ne parle pas ici d'un «groupe» en particulier: les réactions haineuses abondent de partout! Je crois que la société – car nous en faisons tous partie – n'a pas compris l'essence de ces messages, qui est d'éduquer la population.

Mais d'où vient cette haine? En quoi l'image de deux personnes qui s'embrassent quelques secondes peut-elle déclencher de telles réactions? Certains pourfendeurs de ces publicités se cachent derrière l'éducation de leurs enfants et les «bonnes mœurs». N'est-ce pas prendre ses enfants en otages que de démontrer publiquement son manque d'ouverture?

Je ne jette pas la faute sur personne. J'ai reçu une très bonne éducation de mes parents. Un papa électricien et une maman infirmière. Je réussis bien dans la vie. Je suis une personne très ouverte et très appréciée de mon milieu de travail, de mes amis, de ma famille et de mon amoureux. Je suis un homme.

Pourtant, pendant ma jeunesse, l'homosexualité n'a jamais fait partie des

discussions. Mon éducation sexuelle s'est faite à l'aide d'un livre dans lequel étaient illustrés un homme et une femme. Pour mes parents, l'amour entre deux personnes de même sexe n'était même pas une possibilité. Ils n'ont pas eu cette éducation.

Il m'a fallu plusieurs années avant de m'accepter devant cette réalité. J'ai eu peur de me faire rejeter par mes parents, par ma famille, par mes amis. Je savais qu'il y avait un tabou et que personne – moi le premier – n'arrivait à trouver les mots pour exprimer ma situation.

Je trouve bien désolant le fiel sur les réseaux sociaux suscité par la diffusion des publicités ayant pour objectif de diminuer les tabous entourant l'homosexualité.

Mes parents en ont parlé dans leur chambre à coucher et je me suis parlé dans la mienne. Je me suis senti isolé, j'ai pensé disparaître. Je me suis alors imposé ladite «normalité» en vivant une relation amoureuse avec une femme pour montrer que j'étais à la hauteur. Mais à la hauteur de quoi? J'ai ainsi fait du mal à des gens que j'ai aimés en jouant un personnage qui ne me ressemblait pas. Je n'en veux pas à personne. C'est mon histoire, j'ai fait des choix selon ce qui me semblait le mieux pour moi, selon l'éducation que j'avais reçue.

Un jour, j'ai eu une discussion avec ma grand-maman sur le sujet. Ma grand-maman de 95 ans. Bien qu'elle m'aime beaucoup et qu'elle est heureuse que je sois heureux, elle ne comprend pas mon «choix». «Ce doit être passager.» Elle a cru que je reviendrais en couple avec une femme. Elle ne comprenait pas, disait-elle, parce qu'elle n'avait pas été éduquée pour concevoir qu'un homme puisse aimer un homme. Voilà.

Je crois que certains parents sous-estiment leurs enfants. Estimez-les plutôt. Éduquez-les. Je dis que derrière toute cette haine se cache la peur.

J'ai d'ailleurs un léger malaise quant à cette phrase utilisée par le gouvernement québécois pour sa campagne de sensibilisation: lutter contre l'homophobie. Voici la définition du mot lutte telle qu'écrite dans le *Robert*: «Opposition violente entre deux adversaires (individus, groupes) dont chacun s'efforce d'imposer à l'autre sa volonté et de faire triompher sa cause.» Dans l'homophobie, il y a le mot phobie: « Crainte excessive, maladie de certains objets, actes, situations ou idées.»

Je crois que le nerf de cette campagne est de sensibiliser et d'éduquer la population à une réalité présente dans toutes les sphères de la société. C'est ce qu'on appelle l'évolution. Ce n'est pas la guerre. C'est l'amour.

En visionnant ces deux publicités, j'ai eu peur. J'ai sous-estimé la société. Ne me donnez pas raison, s'il vous plaît. À vous d'écrire la suite.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de La Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières de La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Bénédictin du siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. Inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

ENVIRONNEMENT

Manning applaudi par l'opposition et les écologistes

L'ancien chef réformiste croit que les conservateurs auraient intérêt à verdir

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — L'opposition et les écologistes ont applaudi l'ancien chef réformiste Preston Manning, qui appelle les conservateurs à se préoccuper davantage de l'environnement. Mais ils doutent que cette sortie remarquée se traduise par un changement de cap du gouvernement Harper, qui est resté muet sur ces déclarations, hier.

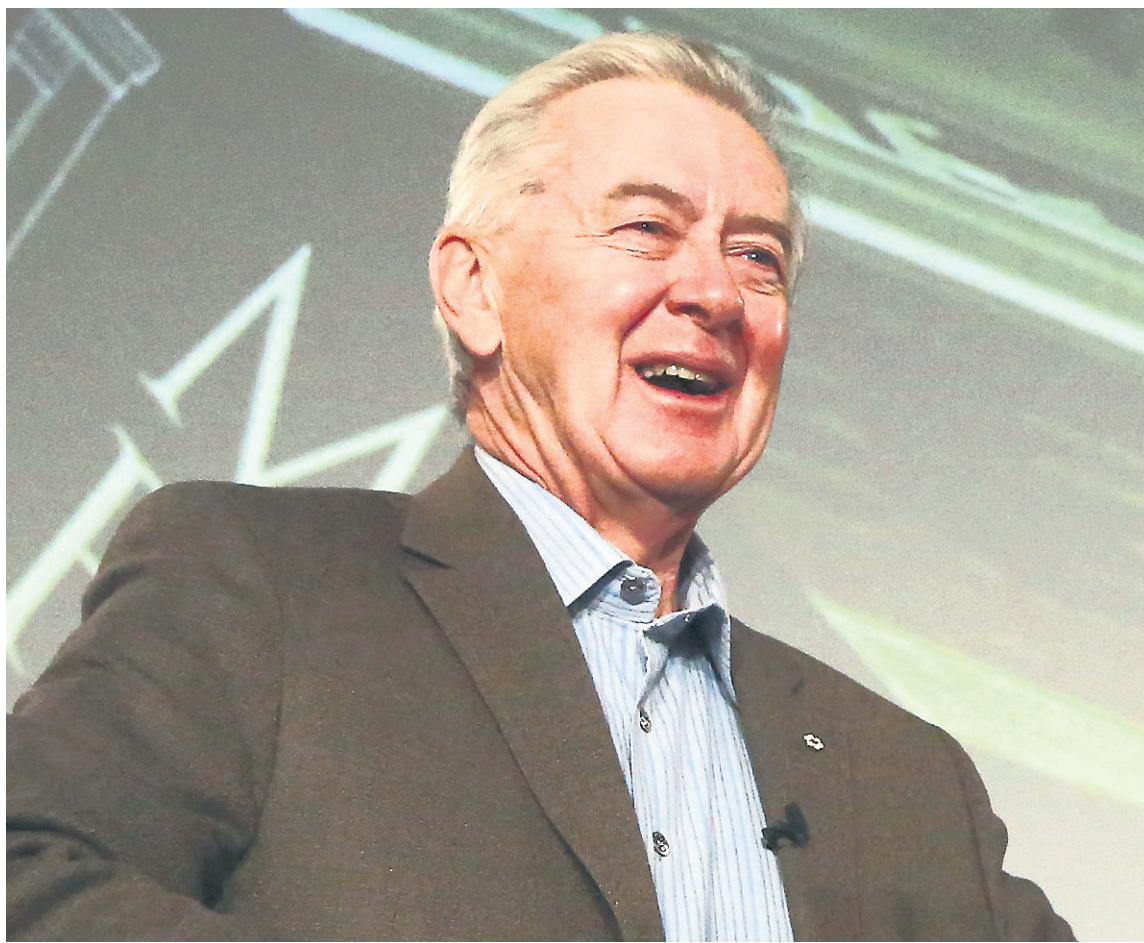
Longtemps considéré comme la voix de l'Ouest au Parlement fédéral, M. Manning a affirmé le week-end dernier que le gouvernement conservateur a intérêt à verdir. Il en a profité pour rappeler le lien fondamental entre «conservatisme» et «conservation».

«Vivre à la hauteur de nos moyens, ce qui est au cœur du conservatisme fiscal, est en fait un concept écologiste», a-t-il déclaré au réseau Postmedia.

Il a également soutenu que l'industrie pétrolière serait la grande bénéficiaire d'une protection accrue de l'environnement.

«Je pense que si les conservateurs, les entreprises privées et les leaders étaient perçus comme plus positifs et plus proactifs sur le front environnemental, ils s'occuperaient de l'obstacle numéro un au développement de cette infrastructure», a-t-il dit.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement Harper s'est retiré du protocole de Kyoto. Il s'est fixé des cibles de réduction des gaz à effet de serre moins ambitieuses et, selon deux rapports fédéraux



«Vivre à la hauteur de nos moyens, ce qui est au cœur du conservatisme fiscal, est en fait un concept écologiste», a dit l'ancien chef du Reform Party Preston Manning, longtemps considéré comme la voix de l'Ouest à Ottawa.

publiés l'an dernier, il est en voie de rater cet objectif.

L'an dernier, des ministres conservateurs ont dénoncé l'influence des «écologistes radicaux» dans le processus d'évaluation environnementale. Les deux projets de loi omnibus sur l'adoption du budget – C-38 et C-45 – ont refondu des dizaines de lois et de règlements sur la protection de l'environnement.

Scepticisme

Voilà pourquoi l'opposition officielle reste sceptique par rapport à l'appel de M. Manning.

«C'est formidable qu'il dise cela et qu'il pousse les conservateurs à s'occuper de l'environnement, a convenu Megan Leslie, critique du Nouveau Parti démocratique en la matière. Mais je doute que

les conservateurs l'écoutent, parce qu'ils considèrent que la protection de l'environnement nuit à l'économie.»

La députée de Halifax note que les conservateurs ont adopté un ton résolument plus conciliant à l'égard de l'environnement depuis quelques semaines. Un changement qui est survenu à la mi-février, après le discours sur l'état de

l'Union du président américain Barack Obama.

Dans ce discours, M. Obama a promis de s'attaquer aux changements climatiques. Le lendemain, l'ambassadeur des États-Unis au Canada, David Jacobson, a déclaré que l'appel du président devrait aussi être perçu comme un défi pour le Canada.

Plusieurs observateurs ont tracé un parallèle entre cette sortie et l'oléoduc Keystone XL, dont le tracé doit être approuvé par Washington.

«Vivre à la hauteur de nos moyens, ce qui est au cœur du conservatisme fiscal, est en fait un concept écologiste.»

— Preston Manning

La semaine dernière, le ministre des Ressources naturelles, Joe Oliver, s'est d'ailleurs rendu aux États-Unis pour présenter le pétrole des sables bitumineux comme une source d'énergie fiable provenant d'un pays aux programmes environnementaux responsables.

Nuisance

Le porte-parole de Greenpeace, Patrick Bonin, estime que ce changement de ton est une conséquence directe du discours du président américain. Quant à la sortie de M. Manning, il y voit la preuve que les mesures conservatrices nuisent à l'industrie pétrolière, celle-là même sur laquelle ils misent comme moteur du développement économique canadien.

«Les conservateurs, à mi-chemin dans leur mandat, réalisent qu'ils sont allés trop loin sur la question du climat», estime M. Bonin.

Les bureaux du ministre de l'Environnement et du premier ministre n'ont ni rappelé *La Presse* ni répondu à ses courriels, hier.

LES PIPELINES DU CANADA

UNE VÉRITABLE RÉUSSITE CANADIENNE

LE PREMIER PIPELINE CANADIEN EST ENTRÉ EN SERVICE AVANT MÊME LA CRÉATION DU CANADA.

En 1853, des tuyaux en fonte transportaient du gaz naturel sur une distance de 25 kilomètres pour éclairer les rues de Trois-Rivières. À l'époque, c'était probablement le plus long pipeline au monde.

Depuis, l'histoire des pipelines canadiens est calquée sur l'histoire de notre pays. Pour acheminer les produits canadiens vers les marchés nationaux et mondiaux, nous avons toujours été prêts à trouver des solutions, en construisant des voies ferrées, des routes, des canaux, des aéroports et des pipelines.

- Après avoir découvert du pétrole dans l'Ouest, on a construit le pipeline interprovincial d'une longueur de 1 800 km, qui devait desservir le centre du Canada. À un moment donné, c'était le plus long pipeline au monde

- En 1952 et 1953, les Canadiens ont construit le Trans Mountain Pipeline, merveille d'ingénierie qui transportait le pétrole en toute sécurité sur 1 150 kilomètres de paysages accidentés jusqu'à Burnaby.
- Aujourd'hui, le plus long pipeline canadien est le TransCanada Mainline, qui achemine du gaz naturel canadien jusqu'à Montréal. Pendant plus de 20 ans, il a été le plus long pipeline au monde.

Notre industrie entend continuer de construire et d'exploiter des pipelines sûrs pour longtemps. Aujourd'hui, comme les gens veulent en savoir plus à propos de cet élément vital de nos infrastructures nationales, nous lançons un programme de communication qui permettra d'expliquer pourquoi des pipelines sont construits, le rôle qu'ils jouent dans notre vie et au sein de notre économie, et la façon dont nous accordons chaque jour la priorité absolue à la sécurité.

Un réseau comptant de plus de 100 000 kilomètres de pipelines de transport achemine 80 % des produits pétroliers et gaziers sur lesquels comptent les Canadiens. Découvrez-en davantage à propos du rôle des pipelines canadiens.

NOUS DISTRIBUONS
VOTRE ÉNERGIE,
JOUR APRÈS JOUR



canadian
energy
pipeline
association | association
canadienne
de pipelines
d'énergie

Pour en savoir plus, visitez
aproposdespipelines.com